

Evaluation des systèmes judiciaires (2020 - 2022)



Kazakhstan

Generated on : 30/09/2022 10:57

Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[18 879 552]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	27 543 516 770 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	16 341 772 826 [] NA [] NAP

Commentaires According part.3 art.6 of the Budget Code of the Republic of Kazakhstan, state and consolidated budgets, the budget of the region, the budget of the district (city of regional significance), used as analytical information and not being a subject to approval shall be compiled in the Republic of Kazakhstan.

The State budget is the centralized monetary fund of the state, joining the republican and local budgets without inter-reimbursed transactions between them.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[7 991]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[5 424]

[] NA

Commentaires 452 € per month, $452 \times 12 = 5424$ €. The average annual euro rate for 2020 is 471 tenge.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[516.79]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Q 1, 3, 4 - Bureau of National statistics of the Republic of Kazakhstan

Q 2 – Ministry of Finance of Republic of Kazakhstan, Law of the Republic of Kazakhstan from 04.12.19 "On the republican budget for 2020 - 2022"

Q 5 – National Bank of Kazakhstan <https://nationalbank.kz/en/exchangerates/ezhednevnye-oficialnye-rynochnye-kursy-valyut>



1.1.2Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	110 346 857 [] NA [] NAP	109 468 639 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	88 100 652 [] NA [] NAP	85 624 934 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	1 447 838 [] NA [] NAP	1 938 332 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	1 447 838 [] NA [] NAP	1 938 332 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	60 597 [] NA [] NAP	100 149 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	3 354 558 [] NA [] NAP	3 636 232 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	2 397 784 [] NA [] NAP	1 519 596 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	919 430 [] NA [] NAP	919 430 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	14 065 998 [] NA [] NAP	15 729 969 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Other – the monthly maintenance of the judges staying in resignation, housing provisions for judges, business trips and official travels within the country, etc.

Data may differ due to internal reallocation of allocated budget funds during the year.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :



=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : According to article 106 of the Civil Procedural Code of the Republic of Kazakhstan, the plaintiff is exempted from paying the state duty of claim filed to the court on the grounds provided by the Code of the Republic of Kazakhstan "On taxes and other obligatory payments to the budget" (Tax Code). The categories of such persons are listed in article 616 of the specified code (for example, plaintiffs in claims for the recovery of alimony, plaintiffs in claims for the recovery of wages and other requirements related to labor activity, etc. - 30 categories).

For claims for the protection of consumer rights filed by a citizen, the court gives a deferral from the payment of the court fee until the appropriate decision is made. When making a decision, the court awards the costs of paying the state fee to the party not in whose favor the decision was made.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- 1-Depending on the type of judicial application - as a percentage of the monthly calculation indicator (MCI).
- 2-Depending on the size of the lawsuit - as a percentage of the amount of the claim.
- 3-MCI in 2020 – 2778 tg. / 5,4 € (for the € rate provided for the 1 of January 2021)

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[30]

[] NA

[] NAP

Commentaires 3000 euros (claim amount in foreign currency) * exchange rate of 1 euro in tenge by the National Bank of the Republic of Kazakhstan on the day of filing the application (claim) = claim amount in tenge * state duty rate (for individuals - 1%, for legal entities - 3%, art. 610 of the Tax Code)

In € the court fee will: for the individuals - 30 €; for the legal entities - 90 €.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[39 048 209]

[] NA

[] NAP

Commentaires In civil matters:

- state duty 37 107 780 € - recovery of court costs – 61 489 € In criminal matters:

- recovery of court costs – 1 875 753 € In administrative matters:

- recovery of court costs – 3187 The total amount: 39 048 209 €

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	3 452 371 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The authorized body pays for legal aid and reimbursement of expenses related to defense and representation to lawyers who have entered into agreements for state-guaranteed legal aid on the basis of an application submitted by the bar association for payment of legal aid provided by lawyers.

The approval of the annual budget amount by category, namely, cases submitted to the court or cases not referred to the court, as well as accounting for the amount paid for the specified categories, is not maintained.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	3 452 358 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez

indiquer les principales raisons de ces différences : The authorized body pays for legal aid and reimbursement of expenses related to defense and representation to lawyers who have entered into agreements for state-guaranteed legal aid on the basis of an application submitted by the bar association for payment of legal aid provided by lawyers.

The approval of the annual budget amount by category, namely, cases submitted to the court or cases not referred to the court, as well as accounting for the amount paid for the specified categories, is not maintained.

012-2. L’aide judiciaire inclut-elle :

	L’aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
L’exonération des taxes / frais de justice	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP

Commentaires

012-3. Les budgets de l’aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
L’exonération des taxes / frais de justice	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP

Commentaires

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	76 690 142 ☐ NA ☐ NAP	76 681 749 ☐ NA ☐ NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	4 414 774 ☐ NA ☐ NAP	4 414 770 ☐ NA ☐ NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : Preparation of the total court budget - Supreme Court

Approval - Government (Administrators of budget programs submit to the central authorized body for budget planning (hereinafter - the Ministry of Finance) budget applications in full.

The Ministry of Finance draws up a draft republican budget and submits it to the Republican budget commission.

Then, the Ministry of Finance submits a draft law on the republican budget for consideration by the Government.

The draft law on the republican budget is submitted by the Government to the Parliament)

Adoption - Parliament

Management and allocation of the budget among the courts - Supreme Court

Evaluation of the use of the budget at a national level: Inspection body -Accounts Committee for control over execution of the republican budget, the Committee of the internal public audit under the Ministry of Finance, Supreme Court (Internal audit department)

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]

Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]
Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : 1. Head of court administration and/or non-judges – Court administrator of the region court.

2. Other - The Department for provision of courts' activity under the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan as a central authority is responsible for arbitration and allocation of the budget, evaluation and control of the use of the budget.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

- Sources : 1. "Rules for drawing up and submitting a budget application" approved by Order of the Minister of Finance of the Republic of Kazakhstan dated November 24, 2014 No. 511
2. "Rules for the execution of the budget and its cash services" approved by Order of the Minister of Finance of the Republic of Kazakhstan dated December 4, 2014 No. 540
3. Law of the Republic of Kazakhstan dated December 4, 2019 No. 276-V "On the republican budget for 2020 - 2022"

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice



015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	289 010 486 [] NA [] NAP	284 186 573 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : No funding comes from international organizations. The justice system is funded from the republican budget. At the same time, the annual public budget allocated to the functioning of all courts are independent and separated from the Public Prosecutor service's and the legal aid budgets.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	() Oui (X) Non [] NAP
Service de probation	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [X] NAP

Cour constitutionnelle	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
Service de gestion du système judiciaire	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP
Service de l'avocat d'Etat	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP
Service de l'exécution	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP
Notariat	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
Service d'expertise légale	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
Service d'immigration	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP
Autres	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law of the Republic of Kazakhstan dated December 4, 2019 No. 276-V "On the republican budget for 2020 - 2022"

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- In accordance with Article 3 of the Constitutional Law of the Republic of Kazakhstan "On the Judicial System and the Status of Judges of the Republic of Kazakhstan" (hereinafter – Constitutional Law), the judicial system of the Republic of Kazakhstan is composed of the Supreme Court and local courts (regional courts, district courts).

In regional and district courts, the presidents exercise the issues of organizing legal proceedings and the general management of the court, as well as other powers provided by law.

The Constitutional Law defines the powers of the president of the district, regional and Supreme Court of the Republic of Kazakhstan. The selection of candidates for the vacant positions of the president of the district, regional court is carried out by the High Judicial Council on a competitive basis from among persons who have applied for vacant positions and meet the requirements of Article 29 of the Constitutional Law.

The High Judicial Council recommends candidates for the vacant positions of president, local courts, to the President of the Republic of Kazakhstan for appointment to positions.

The President of the Supreme Court coordinates the work of the chambers, presides over sessions of the judicial chambers, convenes and presides over plenary and extended plenary sessions of the Supreme Court, submits materials for the adoption of normative decisions of the Supreme Court on matters of judicial practice for consideration of the plenary session of the Supreme Court. He/she also represents the interests of the judicial system of the republic in relations with the bodies of other branches of state power of the republic and international organizations.

The candidate for the position of the President of the Supreme Court is considered by the High Judicial Council for recommendation to the President of the Republic of Kazakhstan, who submits recommendation to the Senate of the Parliament of the Republic of Kazakhstan for election.

Organizational, material and technical support for the activities of all courts is carried out by the Department for provision of courts' activity under the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan (apparatus of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan) with territorial subdivisions (Court administrators) in regions.

The Head of the Department is appointed and dismissed by the President of the Supreme Court in agreement with the Head of the Presidential Administration of Kazakhstan and the High Judicial Council.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- In accordance with paragraph 1 of Article 3 of the Law "On the Prosecutor's Office", the Prosecutor's Office draws up a single centralized system with subordination of subordinate prosecutors to higher ones and the Prosecutor General.

In accordance with Art. 39 of the same Law, regional and equivalent prosecutors and prosecutors' offices are headed by the respective prosecutors.

Regional prosecutors and prosecutors equated to them:

- 1) supervise the activities of regional, district and other prosecutors equated to them;
- 2) issue orders, orders, binding on all subordinate employees and employees;
- 3) head the relevant coordinating councils for ensuring the rule of law, law and order and the fight against crime.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- In Kazakhstan, there are 3 types of legal aid (hereinafter - LA): paid, state-guaranteed legal aid (payment is made at the expense of budgetary funds), complex social legal aid (probono). Access to legal aid is possible both before going to court and during it. LA on a reimbursable basis is recognized as LA provided to individuals and legal entities for a fee on the basis of an appropriate written agreement.

In the Republic of Kazakhstan, everyone's right to receive qualified LA is guaranteed. LA guaranteed by the state is provided to persons who are entitled to receive it at the expense of public funds. The law "On advocate practice and legal assistance", establishes the range of persons who are provided with LA in the form of legal advice, as well as protection and representation of the interests of individuals in courts, criminal prosecution bodies, other state bodies and non-governmental organizations: the person brought to administrative responsibility in accordance with the legislation of the Republic of Kazakhstan on administrative offences; the claimant in accordance with the civil procedural legislation of the Republic of Kazakhstan; the suspect, accused, defendant, convicted, acquitted, victim in accordance with the criminal procedure legislation of the Republic of Kazakhstan; the individuals on the issues of alimony recovery, granting of pensions and allowances, rehabilitation, obtaining refugee or repatriate status, the minors left without parental care. On the basis of a person's request for exemption from paying for legal aid and for reimbursement of expenses related to their representation, the court or investigation and inquiry body shall issue a ruling (resolution) on the exemption of a person from paying for legal aid and reimbursement of expenses related to their representation, which is immediately sent to the local bar association at the location of the court that is considering a civil or criminal case. In turn, the bar associations (professional community of lawyers) are obliged to ensure the participation of a lawyer in court within the period established by law. In addition, a person who needs to obtain a LA (incases established by law) has the right to apply to the bar association. Complex social legal assistance is provided by lawyers and legal consultants voluntarily and free of charge from the moment of the client's request to the full resolution of the issue.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des

décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

☒ Oui

☐ Non

☐ NAP

Si oui, veuillez préciser : According to the art.103-1, 117-1 of the Law of the Republic of Kazakhstan “On Enforcement Proceedings and the Status of Enforcement Agents”, private enforcement agents, being subjects of rendering state-guaranteed legal assistance, render free state-guaranteed legal assistance to natural persons in the course of execution of a socially significant category of cases, these categories are:

1) recovery of alimony when:

debts are three and more months long owing to the debtor's being on a wanted list;

a debtor has no permanent income, place of work and property that can be foreclosed on; 2) recovery of wages when a debtor has neither money nor property that can be foreclosed on.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the paragraph 5, of the Rules “ On approval of the Rules for the payment for state-guaranteed legal aid provided by a lawyer, and reimbursement of expenses related to legal advice, advocacy and representation, as well as the conduct of conciliation procedures”, dated from 28.09.2018, the lawyer's business trip expenses related to advocacy and representation in the cases specified in subparagraphs 2), 3), 4) of paragraph 2 of indicated Rules in accordance with the Law “On Advocacy and Legal Assistance” are subject to compensation with public funds.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP
En matière pénale	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP
En matière autre que pénale	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐] NA ☒ X] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : In Kazakhstan, records are kept according individuals. According to the reporting form approved by the Order of the Minister of Justice, lawyers provide information (for 2020) on the number of citizens who received legal assistance-125770 people, of which: - number of citizens who received legal advice in the form of oral and written consultations - 7067; - number of citizens whose rights were protected in criminal proceedings, including pre-trial proceedings- 106415; - number of victims whose rights were represented in criminal proceedings, including pre-trial proceedings- 5705; - number of citizens whose rights were protected in cases of administrative offenses- 3766;

- number of citizens whose interests were represented in civil proceedings - 2219

Thus, Kazakhstan has information on the number of citizens who received legal assistance by category of cases. This accounting approach is due to the fact that when claims are submitted by several or several defendants, the judge has the right to separate one or several claims into a separate proceeding, as well as several similar cases in which the same parties or several cases are involved in claims of one plaintiff against different defendants combine these matters into one court proceedings.

The legislation of Kazakhstan establishes the hourly rate of legal aid provided by a lawyer and reimbursement of expenses related to defense and representation provided on a free basis in cases provided by law. This payment is a multiple of the minimum wage (starting from 1/27) and depends on the category of the case and the severity of the crime.

The comments indicate the number of persons who have been provided with legal assistance in the framework of state-guaranteed legal aid at the expense of budgetary funds.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	☒ NA ☐ NAP
Durée moyenne réelle	☒ NA ☐ NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : On cases of administrative offenses:

Participation of defense attorney in the administrative infraction proceeding shall be compulsory in the cases if:

- 1) the person brought to administrative liability filed a petition about this;
- 2) the person brought to administrative liability may not exercise own right to protection due to physical or mental deficiency on an individual basis;
- 3) the person brought to administrative liability may not speak the language in which the proceeding is conducted;
- 4) the person brought to administrative liability is a minor person.

If the defender is not invited by the person brought to administrative responsibility himself, his legal representatives, as well as other persons on his behalf, the judge, the authority (official) who are considering the case of administrative offenses are obliged to ensure the participation of the defender at the appropriate stage of the proceedings, about which they make a resolution. This resolution is subject to execution by the bar association within no more than twenty-four hours from the date of its receipt (art. 749 of the Code of the Republic of Kazakhstan of Administrative Offences).

In criminal cases:

The participation of the defender is ensured from the moment:

- recognition of a person suspected, accused, defendant, convicted, justified, - since the detection of contradictions between the interests of suspects, accused, convicted, acquitted, - since participation in the representative of the victim, the prosecutor, - since the statement of the conclusion of the procedural agreement suspect, accused, defendant, convicted. (art. 67 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Kazakhstan - CPR)

At the same time, if, there are the circumstances provided for in part 1 of art. 67 of the CPR, the defender is not invited by the suspect, accused, defendant, convicted, acquitted, their legal representatives, as well as other persons on their behalf, the body conducting the criminal process is obliged to ensure the participation of the defender at the appropriate stage of the process, about which they make a resolution mandatory for bar association.

In civil cases: The term for ensuring the participation of a lawyer in court is defined by the court, about which an appropriate resolution is made (part 5 of art. 112 of the Civil Procedure Code of the Republic of Kazakhstan).

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles

bénéficiaire de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In accordance with subparagraphs 3 of paragraph 2 of art. 26 of the Law "On advocate practice and legal assistance", state-guaranteed legal assistance in the form of legal consulting, as well as protection and representation of the interests of individuals in the courts, criminal prosecution bodies, other state bodies and non-state organizations shall be provided in the manner established by the specified Law and the legislation of the Republic of Kazakhstan to the suspect, accused, defendant, convicted, acquitted, victim in accordance with the criminal procedure legislation of the Republic of Kazakhstan. According to art. 27 of the Code of Criminal Procedure, everyone has the right to receive qualified legal aid in the course of criminal proceedings in the manner prescribed by the mentioned Code. In cases stipulated by law, legal aid is provided free of charge.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non [] NAP
Victimes	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Rights of persons entitled to receive state-guaranteed legal aid is enshrined in various normative legal acts (article 112 of the Civil procedure code of Kazakhstan, article 67 of the Criminal procedural code of the ROK, the ROK Code "On administrative offences", article 26 of the Law "On advocacy and legal assistance", paragraph 2 30-1 of the Law of RK "On notary", the article 103-1 of the Law "On enforcement proceedings and status of bailiffs").

Kazakhstan's legislation uses two criteria for providing legal assistance for mandatory protection of cases: special categories of cases and special categories of subjects.

At present, the circle of persons entitled to receive a LA is set on the subject of a legal dispute (for example, compensation for harm caused by the death of the breadwinner) and categories of the subject (for example, plaintiffs and defendants in disputes not connected with entrepreneurial activity who are participants of the great Patriotic war, persons equated to them, the conscripts, disabled I and II groups and pensioners on age, and in accordance with the Law "On advocate practice and legal assistance" - individuals on issues of collecting alimony, assigning pensions and benefits, rehabilitation, obtaining refugee or kandas (ethnic Kazakh returning from abroad to Kazakhstan) status, and minors left without parental care.

In criminal cases, LA is provided to the suspect, accused, defendant, convicted, acquitted, and victim.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

☐ le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

☐ un autre juge ou fonctionnaire

☐ une instance extérieure au tribunal

☒ plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires The decision to grant or refuse legal aid is taken by:

1) before the court - an investigating and inquiry body;

2) in court - presiding judge.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

La décision judiciaire précise le partage des frais de justice

en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : Art.166 of the Criminal Procedural Code and art.109 of Civil Procedural Code

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Art.166 of the Criminal Procedural Law, and art.109 of Civil Procedural Law

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) https://adilet.zan.kz	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://sud.gov.kz/ https://office.sud.kz	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://sud.gov.kz/ https://office.sud.kz	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) qamqor.gov.kz	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : Court cases search - <http://office.sud.kz/lawsuit/> Bank of Judicial Acts - <http://sud.gov.kz/rus/content/bank-sudebnyh-aktov> Qamqor.gov.kz - is the website where any citizen can submit an online application to the police, check the status of his consideration, check his appeal to the government agency, check the legality of the business inspection, get legal statistics, check the car for traffic accidents, the presence of fines. Including, the resource contains information about wanted criminals, debtors, missing people. The portal also has many other additional information.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

() Non

(X) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : Courts provide information on the timing of appeal of judicial acts to a higher authority.

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	☒ Information en ligne ☒ Téléphone ☒ Discussion interactive ☒ En personne (accès physique sur place) ☒ Autre ☐ Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	☒ Information en ligne ☒ Téléphone ☐ Discussion interactive ☒ En personne (accès physique sur place) ☒ Autre ☐ Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	☒ Information en ligne ☒ Téléphone ☐ Discussion interactive ☒ En personne (accès physique sur place) ☐ Autre ☐ Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : General for citizens

Online information:

The Supreme Court and regional courts have official Internet resources (<https://sud.gov.kz>). All courts of Kazakhstan have official Facebook accounts. Account information is indicated in the corresponding section of each regional and equivalent platform "Communication Center" at the specified link: <https://communicationcenter.kz/>

Telephone:

The court system of Kazakhstan has a single Call Center: tel. 1414 (free of charge from landline numbers), +7 7172 71 0000 (charge from mobile phones).

Interactive chat:

To search for operational information, citizens can contact the Whatsapp numbers of the courts indicated in the corresponding section of each regional and equivalent platform "Communication Center" at the link: <https://communicationcenter.kz/>

Other:

There is a group "Smart-sot IT justice" in the Facebook. This group was created by the public relations staff of the courts. It has a high popularity, the number of subscribers has reached over 12 thousand.

There is a special platform called "Communication Center" (<http://communicationcenter.tilda.ws/>), where contact information about the courts is publicly available.

qamqor.gov.kz, 115.kz - information systems in which any citizen can submit an online application to the police, check the status of his consideration, check his appeal to the government agency, check the legality of the business inspection, get legal statistics, check the car for traffic accidents, the presence of fines. Including, the resource contains information about wanted criminals, debtors, missing people. The portal also has many other additional information.

Specific for victims of offences

Through the criminal police of the Ministry of Internal Affairs, measures are being taken on an ongoing basis to prevent, prevent and combat crimes related to human trafficking.

So, in order to inform the population about the activities of the police, relevant materials are regularly posted on the web sites of the Ministry of Internal Affairs and territorial divisions in special headings "Senim paragy", "Tikeley baylanys" and "Blog of the Minister". For the prevention of crimes of this category, the national helpline "116 16" operates in the country.

Social videos about the helpline are periodically broadcast on LED screens located in shopping malls, auto and railway stations, central squares and city streets.

Information is also provided within the framework of the republican campaign "United in the fight against human trafficking!".

In addition, each non-governmental organization has regional hotlines.

In order to provide assistance to victims of human trafficking, the country has introduced Evaluation Criteria and a Standard for providing special social services to victims of human trafficking.

The mechanism for redirecting victims of human trafficking has been in effect since 2017.

The internal affairs bodies closely cooperate with non-governmental organizations, including 49 crisis centers, of which 39 have shelters, in the prevention of offenses in the field of family and household relations. Such organizations are available in all regions, they are financed from the budget of local executive bodies.

Specific for minors As a part of preventive measures, juvenile police officers provide information to minors and parents about the work of services, crisis centers, helplines "150", "111", "11616", whose activities are aimed at ensuring the protection of the rights of minors.

In addition, the employees personally advise on the requests of children and their parents.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Limitations on the publicity of a court session are regulated by art. 29 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Kazakhstan.

In relation to national minorities and persons with disabilities, language assistance may apply.

For victims of trafficking - a ban on the publication of personal data and photographs of juvenile defendants and witnesses.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

[X] Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une

manière adaptée aux mineurs)

☐ Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

☒ Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

☒ Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

☐ Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les “Maisons d’enfants”

☐ Autre, veuillez préciser

☐ NAP

Commentaire Since 2007, juvenile courts have been established in Kazakhstan, currently 20 courts are operating.

According to the recommendation of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan, when equipping juvenile court buildings, special attention is paid to providing them with specially equipped offices ("friendly rooms") for conversations of a minor (victim, offender) with a psychologist, to create a favorable atmosphere for a minor. In these rooms, a psychologist conducts a conversation with minors to establish a picture of the psychological perception of a particular situation when considering cases with their participation, according to the results of which a conclusion is given.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu’un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	☒ Seuil d'âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☐ Capacité de discernement ☐ Autre ☐ NAP	☒ Seuil d'âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☐ Capacité de discernement ☐ Autre ☐ NAP
Être témoin	☒ Seuil d'âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☐ Capacité de discernement ☐ Autre ☐ NAP	☒ Seuil d'âge[Comment] ☐ Exceptions au seuil ☒ Capacité de discernement ☐ Autre ☐ NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d’ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d’action, type d’affaires, autre).

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	☒ Oui, toujours ☐ Oui, sauf dans certaines situations spécifiques ☐ Non ☐ NAP	☒ Oui, toujours ☐ Oui, sauf dans certaines situations spécifiques ☐ Non ☐ NAP

Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	☒ Services d'aide sociale ou autre institution publique ☐ Professionnel du droit ☐ Associations pour la protection des mineurs ☐ Autre ☐ NAP	☒ Services d'aide sociale ou autre institution publique ☐ Professionnel du droit ☐ Associations pour la protection des mineurs ☐ Autre ☐ NAP
--	--	--

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- ☒ Seuil(s) d'âge
- ☐ Capacité de discernement
- ☒ Autres critères

Commentaire Other criteria: According to part 3 of Article 15 of the Criminal Code of the Republic of Kazakhstan, if a minor has reached the age of 16 (and in exceptional cases, 14) years, but in consequence of gap of mental development, not related with mental disease, during commission of criminal infraction could not be fully aware of the actual nature and social danger of his (her) actions (omission) or control them, he (she) shall subject to criminally responsibility.

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- ☐ 16]
- ☐ NA
- ☐ NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

- ☐ 16]
- ☐ NA
- ☐ NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Criminal liability in Kazakhstan is provided for from the age of 16. In cases specified in part 2, Article 15 of the Criminal Code of Kazakhstan, for the commission of intentional crimes with aggravating circumstances - 14 years.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- ☐ Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- ☒ Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- ☐ Oui, toujours
- ☐ Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

- ☐ Pour tous les types d'infractions
- ☒ Pour certains types d'infractions

Commentaire - Veuillez préciser : Types of offences - minor victims of sexual violence; 2) victims of human trafficking or torture; 3) persons who, as a result of a crime, inflicted grievous bodily harm or are infected with AIDS viruses Full list of crimes is indicated in art. 6 the Law of Republic of Kazakhstan "On the Foundation for Released Victims" of January 10, 2018.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires Compensation may be carried out on the basis of a court decision, and in cases provided for by the law "On the Compensation Fund for Victims", on the basis of a decision of the authorized head of the state body performing the functions of criminal prosecution.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

☐ Pour tous les types d'infractions

☒ Pour certains types d'infractions

Commentaire - Veuillez préciser : Types of offences - minor victims of sexual violence; 2) victims of human trafficking or torture; 3) persons who, as a result of a crime, inflicted grievous bodily harm or are infected with AIDS viruses Full list of crimes is indicated in art. 6 the Law of Republic of Kazakhstan "On the Foundation for Released Victims" of January 10, 2018.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires Compensation may be carried out on the basis of a court decision, and in cases provided for by the law "On the Compensation Fund for Victims", on the basis of a decision of the authorized head of the state body performing the functions of criminal prosecution.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

☐ Pour tous les types d'infractions

☒ Pour certains types d'infractions

Commentaire - Veuillez préciser : Types of offences - minor victims of sexual violence; 2) victims of human trafficking or torture; 3) persons who, as a result of a crime, inflicted grievous bodily harm or are infected with AIDS viruses Full list of crimes is indicated in art. 6 the Law of Republic of Kazakhstan "On the Foundation for Released Victims" of January 10, 2018.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires Compensation may be carried out on the basis of a court decision, and in cases provided for by the law "On the Compensation Fund for Victims", on the basis of a decision of the authorized head of the state body performing the functions of criminal prosecution.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Accordingly to the norms of Criminal Procedure Code the prosecutor begins or continues the proceedings on the private and private-public accusation in the absence of the complainant's complaint, if the action affects the interests of person in a helpless or dependent condition or for other reasons is unable to make use of his (her) rights, also the prosecutor shall have the right to present the suspected, accused, defendant or the person that is liable for their actions, a claim in defense of the interests of the complainant, that is unable to exercise the right to present and defend the claim independently, by virtue of his (her) helpless condition, dependence on the suspected, accused, defendant or otherwise (art.32,58).

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[X] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Arrestation injustifiée	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Condamnation injustifiée	197 ☐ NA ☐ NAP	103 ☐ NA ☐ NAP	206 951 ☐ NA ☐ NAP
Autre	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : The data are given from the statistical reporting of courts for the consideration of civil cases for 2020 of the line "On compensation for harm caused by illegal actions, including bodies of inquiry, preliminary investigation, prosecutor's office, court."

The statistical reporting indicates the amount awarded in favor of the justified in the amount of 103,088,300 tg/ 206 951 euro.

According to the requirements of Article 952 of the Civil Code of the Republic of Kazakhstan, moral damage is compensated in cash. In this case, the court determines the amount of compensation based on the criteria of reasonableness and fairness.

When determining the amount of compensation for moral damage, the court takes into account both the citizen's subjective assessment of the severity of the moral or physical suffering inflicted on him, and the objective data testifying to this, in particular: the vital importance of personal non-property benefits and rights (life, health, freedom, inviolability of the home, personal and family secrets, honor and dignity, etc.); the degree of mental or physical suffering experienced by the victim (imprisonment, bodily harm, loss of close relatives, loss or disability, etc.); the form of guilt (intent, negligence) of the inflictor of harm, when its presence is necessary for compensation for moral harm.

When determining the amount of compensation for moral damage, the court has the right to take into account other circumstances confirmed by the case materials, in particular, the family and property status of the person responsible for the moral harm inflicted on the victim.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	☒ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc

Enquêtes auprès d'autres professionnels	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☒ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Enquêtes auprès du public	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☐ Ad hoc	☐ Annuelle ☐ Autre type de fréquence ☒ Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : In accordance with the Order of the Chairman of the Statistics Committee of the Ministry of National Economy of the Republic of Kazakhstan dated 10.12.2019 No. 13, the Methodology for conducting a sample survey of the level of public confidence in law enforcement agencies was approved, which regulates the conduct of a study of the level of public confidence in law enforcement agencies (including the prosecutor's office).

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

(X) Oui, veuillez préciser :

() Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : there are statistical data on women (plaintiffs in civil cases, victims, convicted in criminal cases, held accountable in cases of administrative offenses)

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires Other external bodies: Judicial Ethics Commission under the Union Judges of the Republic of Kazakhstan and its branches
Consideration of appeals of individuals and legal entities in the judicial system is carried out in accordance with the Constitutional Law “On the Judicial System and Status of Judges of the Republic of Kazakhstan” and the Law “On the Procedure for Consideration of Appeals of Individuals and Legal Entities”.

The parties, in addition to filing an appeal, complain to the President of the Supreme Court or the president of the regional court about the actions of the judges who issued the judicial acts.

Statistics show that almost more than 70% of complaints received against judges' actions contain arguments about disagreement with the judicial acts, according to which the parties are given explanations of the legislation on the procedure for appealing judicial acts to higher instances.

If the arguments of the complaint are confirmed, on the revealed violations document are drawn up and sent to the president of the appropriate regional court for consideration and discussion at the plenary meeting.

The plenary, after considering the fact of violation by secret voting, makes a decision on whether or not to send the material against the judge to the Judicial Jury under the High Judicial Council.

A judge may be brought to disciplinary responsibility for:

- 1) gross violation of the law in the consideration of court cases;
- 2) committing a defamatory offense contrary to judicial ethics.

The fact of a gross violation of the law must be established by a higher court, which canceled or changed the court decision on this basis, and must be reflected in the judicial act.

Rules of conduct for judges are determined by the Code of Judicial Ethics.

In the regions there are Judicial Ethics Commissions of the Union of Judges of the Republic of Kazakhstan, the competence of which includes consideration of complaints about violation of the norms of this Code.

The Judicial Ethics Commission, based on the results of consideration of complaints, has the right:

1. recognize the fact of committing a defamatory misconduct by a judge contrary to judicial ethics and limit himself to discussion;
2. make public censure;
3. apply to the presidium of the plenary session of the relevant regional court to consider introducing a submission to the Judicial Jury on initiating disciplinary proceedings against judges.
4. To terminate the proceedings if the actions of the judge did not establish the fact of committing a defaming misconduct.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Instance supérieure	4 178 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Ministère de la Justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	1 196 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : In 2019 Judicial Jury was transferred from the Supreme Court of Kazakhstan to High Judicial Council. In accordance with the legislation of Kazakhstan, the Judicial Jury under the High Judicial Council examines disciplinary cases against judges based on requests from individuals and legal entities, confirmed by the results of inspections. These checks are carried out by the relevant courts.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	390 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	286 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	267 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	18 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	104 [] NA [] NAP

Commentaires 390 courts: 371 districts courts, 18 regional courts, 1 Supreme Court.

Kazakhstan has a 3-tier judicial system: 1st instance, or 2nd instance (appeal) and 3rd instance (cassation). The Supreme Court – cassation (3rd instance)

Regional courts - appeal (2nd instance)

District courts - 1st instance

District and equivalent courts (courts of first instance and specialized courts (military, economic, administrative, juvenile, investigative, specialized criminal)).

Specialized inter-district juvenile courts hear and resolve civil cases in disputes regarding the determination of the child's place of residence; determining the order of communication of the parent with the child and the taking away of the child who is located with other persons; on determining the child's place of residence when the child leaves with one of the parents outside the (country) republic for permanent residence; on deprivation (restriction) and restoration of parental rights; on adoption of a child and its cancellation; on the protection of labor and housing rights of minors; on compensation for harm caused jointly by minors and adults, including with the participation of legally incompetent or partially capable adults, etc. They also have jurisdiction in criminal cases: on criminal offenses committed by minors, with the exception of cases attributed to the jurisdiction of the specialized inter-district criminal court, the specialized inter-district military criminal court and the military court of the garrison.

Specialized inter-district courts for criminal cases are subject to criminal cases of particularly serious crimes, with the exception of cases referred to the jurisdiction of specialized inter-district military courts for criminal cases. And also in accordance with the criminal law, during the preliminary hearing, the judge finds out from the defendant accused of committing a crime for which the criminal law provides for the death penalty or life imprisonment, with the exception of cases of a certain category of cases (military, etc.), about his/her petitions for the consideration of his case by jury, and if such a petition is stated, does he/she support his/her petition.

Specialized inter-district investigation courts at the pre-trial stage of the criminal process consider complaints against decisions and actions (inaction) of persons conducting a pre-trial investigation, the prosecutor supervising the legality of the operational-search activity, pre-trial investigation, authorize procedural actions in cases provided for by the criminal legislation of Kazakhstan.

The competence of specialized inter-district administrative courts includes the consideration of certain elements of administrative offenses and the resolution of cases challenging decisions of bodies (officials) authorized to consider cases of administrative offenses.

Specialized inter-district economic courts hear and resolve civil cases in property and non-property disputes, the parties to which are individuals engaged in individual entrepreneurial activities without forming a legal entity, legal entities, as well as in corporate disputes, with the exception of cases whose jurisdiction is determined by another court by law. They also consider cases on the restructuring of financial organizations and organizations included in the banking conglomerate as a parent organization and are not financial organizations, in cases stipulated by the laws of the Republic of Kazakhstan, cases on debt restructuring, rehabilitation and bankruptcy of individual entrepreneurs and legal entities, as well as their liquidation without initiating bankruptcy proceedings.

Military courts hear civil cases against military personnel of the Armed Forces, other troops and military formations, citizens undergoing military training, actions (inaction) of officials and military command bodies. Military courts shall also consider other civil cases if one of the parties is a military serviceman, military command and control bodies, and a military unit, with the exception of cases that are subject to jurisdiction of other specialized courts. Military courts are charged with cases of criminal offenses committed by military personnel who are undergoing military service by conscription or contract in the Armed Forces of the Republic of Kazakhstan, other troops and military units, citizens who are in reserve,

during military training, civilian personnel of military units, formations, institutions in connection with the performance of their official duties or in the location of these units, formations and institutions.

Specialized inter-district military courts for criminal matters are charged with criminal cases of especially grave war crimes committed by servicemen who are conscripted or contracted in the Armed Forces of the Republic of Kazakhstan, other troops and military units, by citizens who are in reserve, during military training, persons of civilian personnel of military units, formations, institutions in connection with the performance of their duties or in the location of these units, formations and institutions.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	104 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	17 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux des affaires familiales	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux administratifs	27 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux militaires	5 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Tribunaux pour enfants	20 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP
Autres tribunaux spécialisés	35 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : Other: specialized inter-district criminal courts – 18, specialized inter-district investigation courts - 17

By the Decree of the Head of State dated October 15, 2019, 5 military courts of the Republic of Kazakhstan were abolished.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	307 ☐ NA ☐ NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	326 ☐ NA ☐ NAP

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	263 [] NA [] NAP
Le licenciement	251 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	265 [] NA [] NAP
Faillite	17 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[5 375]

Commentaires In accordance with Chapter 13 of the Civil Procedure Code, courts in a simplified (written) procedure without calling the parties, on the basis of the submitted documents establishing the defendant's monetary obligations, consider claims where since 2020 the claim price should not exceed 2000 – MCI (monthly calculation indicator) for legal entities, for private entrepreneurs and individuals - 1000 MCI. MCI in 2020 – 2778 tg.

5375 € - for individuals, 10750 €– for legal entities € exchange rate for 01/01/2021 - 516.79 tg

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data of Supreme Court HR department.

In accordance with Art. 3 of the Law of the Republic of Kazakhstan "On the High Judicial Council of the Republic of Kazakhstan", the Council forms an annual National Report (hereinafter referred to as the Report) on the state of judicial personnel in the judicial system and submits it to the President of the Republic of Kazakhstan, ensures its subsequent promulgation.

Since 2019, the report has been posted annually on the ARIA website

(<https://www.gov.kz/memleket/entities/vss/documents/1?lang=ru&type=90>).

The purpose of the Report is to comprehensively inform the Kazakh society and the international community about the state of the judiciary in the country, the problems in this area and ways to solve them, the prospects for the development of the system for the selection of judges.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	2 394 [] NA [] NAP	1 268 [] NA [] NAP	1 126 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	1 910 [] NA [] NAP	1 004 [] NA [] NAP	906 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	423 [] NA [] NAP	232 [] NA [] NAP	191 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	61 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :



=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

1. En première instance (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

☐ Moins de 50 %

☐ 50 – 60%

☐ 60 - 80%

☐ Plus de 80 %

☐ NA

☒ NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	2 394 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Première instance	1 910 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Deuxième instance	423 ☐ NA ☐ NAP	249 ☐ NA ☐ NAP	119 ☐ NA ☐ NAP	27 ☐ NA ☐ NAP	10 ☐ NA ☐ NAP
Cours suprêmes	61 ☐ NA ☐ NAP	32 ☐ NA ☐ NAP	21 ☐ NA ☐ NAP	7 ☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☒ NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : 1 instance by case type we have:

Civil and commercial – 603 judges

Criminal – 267 judges

Administrative – 134 judges

Courts of general (Civil, Criminal, Administrative, Juvenal) jurisdiction – 824 judges

Military – 31 judges

Juvenal – 51 judges

2 instance – Other : Military cases

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	390 [] NA [] NAP	336 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	371 [] NA [] NAP	317 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	18 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP

Donnée en équivalent temps plein	☐ NA ☒ NAP
----------------------------------	---

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

☒ NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

☒ Affaires pénales

☐ Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[527]

☐ NA

☐ NAP

Commentaires



052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	7 789 [] NA [] NAP	2 800 [] NA [] NAP	4 986 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	2 256 [] NA [] NAP	791 [] NA [] NAP	1 465 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	3 530 [] NA [] NAP	1 235 [] NA [] NAP	2 295 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	2 003 [] NA [] NAP	774 [] NA [] NAP	1 229 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	5 786 [] NA [] NAP	2 026 [] NA [] NAP	3 760 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	4 553 [] NA [] NAP	1 593 [] NA [] NAP	2 960 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	1 015 [] NA [] NAP	360 [] NA [] NAP	655 [] NA [] NAP

3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	218 [] NA [] NAP	73 [] NA [] NAP	145 [] NA [] NAP
---	--------------------------	-------------------------	--------------------------

Commentaires



=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- ☐ Pour l'aide judiciaire
- ☐ En matière familiale
- ☐ Pour les ordres de paiement
- ☐ Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- ☐ Exécution des affaires civiles
- ☐ Exécution des affaires pénales
- ☐ Pour les affaires non contentieuses
- ☐ Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- ☒ NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- ☒ la maintenance informatique
- ☒ la formation du personnel
- ☒ la sécurité
- ☐ les archives
- ☒ le nettoyage
- ☒ autres types de services (veuillez préciser) :transport, communication services, utilities, etc

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : To fill in this section, the data of the HR Department of the Supreme Court of Kazakhstan were used.

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	5 716 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The structure of the Prosecutor General's Office of the Republic of Kazakhstan was approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated October 13, 2017 No. 563.

The staffing of the Prosecutor's Office was approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated January 22, 1999 No. 29.

In accordance with paragraph 8 of the Regulations on the Prosecutor General's Office of the Republic of Kazakhstan, approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated October 13, 2017 No. 563, the structure of the Prosecutor General's Office units, as well as the staffing of employees and employees of the Prosecutor General's Office are determined by the Prosecutor General within the total staffing of the Prosecutor's Office, approved by the President of the Republic of Kazakhstan. The structure of the Prosecutor General's Office of the Republic of Kazakhstan was approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated October 13, 2017 No. 563.

The staffing of the Prosecutor's Office was approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated January 22, 1999 No. 29.

In addition, the structure of the prosecutor's office is available on the official website of the Prosecutor's office (<https://www.gov.kz/memleket/entities/prokuror?lang=ru>).

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

- ☐ Soins aux personnes âgées
- ☐ A des fins de retraite anticipée
- ☐ Autre raison, veuillez préciser
- ☐ Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
1. En première instance (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP	☐ NA ☐ NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- ☐ Moins de 50 %
- ☐ 50 - 60%
- ☐ 60 - 80%
- ☐ Plus de 80 %
- ☐ NA
- ☒ NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
--	---------------------	---------------------	---------------------

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : The structure of the Prosecutor General's Office of the Republic of Kazakhstan was approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated October 13, 2017 No. 563. The staffing of the Prosecutor's Office was approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated January 22, 1999 No. 29.

In addition, the structure of the prosecutor's office is available on the official website of the Prosecutor's office (<https://www.gov.kz/memleket/entities/prokuror?lang=ru>).

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	☒ Oui ☐ Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Violence sexuelle	☐ Oui ☐ Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31

décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires The Law "On Law Enforcement Service" does not provide for the attachment of civil servants to law enforcement agencies, including the prosecutor's office.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Regulation on the General Prosecutor's Office, approved by Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated October 13, 2017 No. 563

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité



061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	(X)	()

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : In accordance with the Constitution of the Republic of Kazakhstan, no one can be subjected to any discrimination on the grounds of gender. Kazakhstan has ratified a number of conventions on gender equality, in particular:

- 1. Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
- 2. Convention on the Political Rights of Women;
- 3. Convention concerning Equal Treatment and Equal Opportunities for Workers Men and Women: Workers with Family Responsibilities (Convention 156).

In accordance with the Concept of Family and Gender Policy in the Republic of Kazakhstan until 2030, dated 6 of December 2016, the modern state policy of Kazakhstan, aimed at achieving equality between women and men in society, is aimed at overcoming all forms and

manifestations of gender discrimination, creating political prerequisites and the necessary social conditions for the most full realization of the abilities of women and men in all spheres of labor, social and personal life. To achieve the goal of state gender policy, 30% of women's representation in executive, representative and judicial authorities, state, quasi-state and corporate sectors at the decision-making level will be provided.

Gender equality is respected in the court system of Kazakhstan. As of December 31, 2020, the number of women judges in the republic is 51.1%, men - 48.9%. Lawyers and notaries are licensed activities.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	(X)	()

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : In accordance with the Constitution of the Republic of Kazakhstan, no one can be subjected to any discrimination on the grounds of gender. Kazakhstan has ratified a number of conventions on gender equality, in particular:

1. Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
2. Convention on the Political Rights of Women;
3. Convention concerning Equal Treatment and Equal Opportunities for Workers Men and Women: Workers with Family Responsibilities (Convention 156).

In accordance with the Concept of Family and Gender Policy in the Republic of Kazakhstan until 2030, dated 6 of December 2016, the modern state policy of Kazakhstan, aimed at achieving equality between women and men in society, is aimed at overcoming all forms and manifestations of gender discrimination, creating political prerequisites and the necessary social conditions for the most full realization of the abilities of women and men in all spheres of labor, social and personal life. To achieve the goal of state gender policy, 30% of women's representation in executive, representative and judicial authorities, state, quasi-state and corporate sectors at the decision-making level will be provided.

Gender equality is respected in the court system of Kazakhstan. As of December 31, 2020, the number of women judges in the republic is 51.1%, men - 48.9%. Lawyers and notaries are licensed activities.

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? "The Concept of Family and Gender Policy in the Republic of Kazakhstan until 2030" dated 12.06.16, as well as the Action Plan for the implementation of this concept (2nd stage 2020-2022) of 021.05.2020, which also applies to the judicial system. <http://10.61.42.188/rus/docs/P1600000693>

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	(X)	()
La promotion des juges	(X)	()
Le recrutement des procureurs	(X)	()
La promotion des procureurs	(X)	()
Le recrutement du personnel non-juge	(X)	()
La promotion du personnel non-juge	(X)	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire : There is no specific person regulating gender policy in the judicial system (for judges and non-judges staff), and in General prosecutors` office. There is no separate institution dealing with gender issues in the notary and bar system.

At the same time, there is a national Commission on women's Affairs and family and demographic policy, established as an Advisory body to the Head of state to develop the most effective measures to improve the status of women, children and families, as well as to protect the interests of the family, to ensure the necessary conditions for women's participation in the political, social, economic and cultural life of the country.

In 2020 the Deputy of Mazhilis (lower chamber) of Parliament of Kazakhstan mrs. Lyazat Ramazanova became the Chairman of the National Commission on women's Affairs and family and demographic policy.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Decree of the President of Kazakhstan from 01.02.2006 N 56 "On the National Commission for Women

and Family Demographic Policy under the President of the Republic of Kazakhstan”, “Concept of Family and Gender Policy in the Republic of Kazakhstan until 2030”.

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) Commission under the President of Kazakhstan headed by the Deputy of Mazhilis.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) At the same time, the Commission within its competence has the right to:

- 1) hear at their meetings the heads of state bodies directly subordinate and accountable to the Head of state, Central and local executive bodies;
- 2) request and receive the necessary documents, materials and information from state bodies, organizations and officials;
- 3) require the heads of the relevant state bodies to conduct inspections and official investigations on violations of laws related to gender equality, family and demography;
- 4) make proposals on draft acts of the President of the Republic of Kazakhstan submitted to the Head of state for consideration, draft acts of the Government of the Republic of Kazakhstan that affect issues of gender equality, family and demography;
- 5) involve employees of state bodies, as well as authoritative and professionally trained members of the public as freelance experts to participate in the preparation of the Commission's meetings, development of programs, and conducting inspections in the consideration of issues that fall under the Commission's jurisdiction;
- 6) coordinate the activities of commissions under the head of regions, cities of Nur-Sultan, Almaty and Shymkent, and hear reports on their activities;
- 7) promote the nomination of women for leadership positions.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

Oui	Non
-----	-----

dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : In accordance with the Constitution of the Republic of Kazakhstan, no one can be subjected to any discrimination on the grounds of gender. Kazakhstan has ratified a number of conventions on gender equality, in particular:

1. Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
2. Convention on the Political Rights of Women;
3. Convention concerning Equal Treatment and Equal Opportunities for Workers Men and Women: Workers with Family Responsibilities (Convention 156).

les mesures prévues (veuillez préciser) : In accordance with the Concept of Family and Gender Policy in the Republic of Kazakhstan until 2030, dated 6 of December 2016, the modern state policy of Kazakhstan, aimed at achieving equality between women and men in society, is aimed at overcoming all forms and manifestations of gender discrimination, creating political prerequisites and the

necessary social conditions for the most full realization of the abilities of women and men in all spheres of labor, social and personal life. To achieve the goal of state gender policy, 30% of women’s representation in executive, representative and judicial authorities, state, quasi-state and corporate sectors at the decision-making level will be provided.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l’année de référence, merci de le préciser en commentaires We have all the same measures as was indicated in the previous cycle.

[] NAP

061-10. Existe-t-il des études d’évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d’éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [] Procédures de promotion et l’accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- [] Autres études, veuillez préciser:

[X] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	() Définies et coordonnées au niveau national par une institution (X) Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions () Définies et coordonnées au niveau de l’unité/ partie prenante () Autre

Gouvernance informatique	☐ Gouvernance au niveau national par une institution ☒ Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions ☐ Organisées au niveau de l'unité/partie prenante ☐ Autre
---------------------------------	--

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- ☐ personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement
- ☒ équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques
- ☐ autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d'« autres approches » The Department for provisions of courts' activities under the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan (the apparatus of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan) has a special IT Division. Employees of the IT Division send requests to structural divisions of the Department in order to collect the needs of other departments and judges in the new functionality of the system and on the basis of this, important priority tasks are implemented. Also, employees of other departments and judges can send suggestions to the IT Division on their own initiative, which are considered when implementing new functionality and technical capabilities of the system. Implementation (setting the task, writing codes, and demonstration Protocol) is carried out by the IT Division with the participation of professionals together with an external supplier. Applications are managed by the IT Division in conjunction with an external service provider.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- ☒ [X] les processus opérationnels
- ☒ [X] la charge de travail
- ☒ [X] les ressources humaines
- ☒ [X] les coûts
- ☐ [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- ☒ (X) Oui
- ☐ () Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) There is an independent audit that helps to strengthen the global information security policy of the judiciary, controlled by the Information Security Committee under the Ministry of Digital Development, Innovations and Aerospace Industry of Kazakhstan and State Technical Service.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- ☒ (X) Oui
- ☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) - Information Security Committee, responsible for the protection of personal data (Laws "On personal data and their protection", "On access to information").

- Integration of databases of state bodies is carried out in accordance with the Law "On Informatization", Government Decree "On Approval of Unified Requirements in the Field of Information and Communication Technologies and Ensuring Information Security".

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

- ☒ (X) Oui
- ☐ () No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : Judicial acts in closed cases are not published.

According to the legislation of Kazakhstan, one of the principles of legal proceedings is the publicity of the trial. However, as in other countries, there are cases that are considered in the restricted access mode.

Not allowed the publication on the Internet resources of the courts in public mode of judicial acts and court records on certain categories of cases, for example: in cases of crimes against sexual integrity and sexual freedom of the individual, in case of satisfaction by court the petition of the participant on the need for secrets, preserve personal, commercial or other secrets protected by law, in case of adoption of a child, in cases involving liability of minors or the protection of rights and legitimate interests of minors (including alimony, divorce, deprivation or restriction of parental rights), in cases of crimes for which criminal liability is provided in the form of the death penalty or life imprisonment etc.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès



062-7. Existe-t-il des outils d’aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser For judges.

The general requirements for the judicial acts are specified in the relevant regulations of the Supreme Court. In civil cases, such a regulation contains a template for the final judicial act-decision, with a description of the parts of the decision on the introductory descriptive, motivational and resolutive parts.

In criminal cases, the resolution contains templates of acquittals and convictions.

In administrative cases, it specifies the types of decisions on administrative cases, which are divided depending on the person being brought to administrative responsibility (an individual or a legal entity).

For court users.

Also on the official Internet resource of the Supreme Court there is a section "Working with the population", which has a subsection "Samples of claims and other appeals to the court" in electronic form, in accordance with these samples, citizens can form their applications and appeals to the courts.

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) () 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) () 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) () 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) () 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière) [] NA

Pénale	(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) () 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) () 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) () 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) () 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) [] NA
Administrative	(X) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) () 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) () 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) () 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) () 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) [] NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
--	---	-----------------------------------

Civile et/ou commerciale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Pénale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Administrative	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires The internal portal of the judiciary has been operating since 2016. It is intended for all staff and judges of the country's judiciary.

The internal portal contains directories with contact details of all judges and employees all courts, information about the priority projects, directories, news, library, questionnaires and materials for personal growth, access to the portal for online training and other sections of the portal that can be used any authorized user of the internal portal.

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires



063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Accessible aux parties ☐ Publication de la décision en ligne ☒ Les deux ☐ Non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☐ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP
Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Accessible aux parties ☐ Publication de la décision en ligne ☒ Les deux ☐ Non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☐ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Accessible aux parties ☐ Publication de la décision en ligne ☒ Les deux ☐ Non accessible ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Entièrement intégré, y compris BI ☐ Intégré ☐ Non intégré mais connecté ☐ Pas du tout connecté ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☒ NAP	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☒ NAP	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☒ NAP
Registre du commerce	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☒ NAP	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☒ NAP	☐ Oui ☐ Non ☐ NA ☒ NAP

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser : Mentioned registries are maintained by the relevant government agencies. These registries are integrated with court IT system and the courts have access to them.

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Gestion des frais de justice	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Autres (préciser en commentaires)	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-

juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

(X) Oui

() Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Pour les procureurs	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui () Non [] NA [X] NAP	() Oui () Non [] NA [X] NAP	() Oui () Non [] NA [X] NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) [] NA	() Oui () Non [] NA [X] NAP	() Oui () Non [] NA [X] NAP	() Oui () Non [] NA [X] NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
-----------------------	---	---	------------------------------------

Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser "Judicial cabinet" is the single service that provides access to the services of the country's judicial authorities. All users can use this service.

With the help of the "Legal Proceedings" section, users can send statements of claim, documents on the case, and applications for review of judicial acts to the judicial authorities.

The services in this section are divided into civil, criminal, and administrative proceedings and are considered in instances.

To submit electronic documents, you must fill out the appropriate application form and attach scanned copies of the attached documents, and then send them to the selected judicial authority with an electronic digital signature. The judicial office gives you the opportunity of online payment of state fees.

In criminal cases, cases and materials are sent in electronic format as part of the integration of information systems of state bodies: "Unified electronic workflow system", "Unified register of pre-trial investigations" (E-criminal case).

On administrative cases in "Judicial cabinet" implemented an automated workstation for the administrative police, by which police officers can apply in the administrative case online in electronic form, also through the integration of automated information analytical system of judicial bodies "Torelik" and the Committee on legal statistics and special records of the Prosecutor General of the Republic of Kazakhstan.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☒ NA

Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	☐ Oui ☒ Non ☐ NA ☐ NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
Information disponible dans le CMS	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒	☐	☒	☒ SMS ☒ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒
Pénale	☒	☐	☒	☒ SMS ☒ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒

Administrative	☒ [X]	☐ []	☒ [X]	☒ [X] SMS ☒ [X] Courrier électronique ☒ [X] Application informatique spécifique ☒ [X] Autres	☒ [X]
----------------	---	------------------------------	---	---	---

Commentaires Other :

Push notifications in MOBILE Judicial Cabinet

UNIFIED DOCUMENTATION SYSTEM - ECEDO

GEP -Hybrid Email

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	☒ [X] 100% ☐ [] 50-99% ☐ [] 10-49% ☐ [] 1-9% ☐ [] 0% (NAP) ☐ [] NA	☒ [X] Saisine d'une juridiction ☒ [X] Phases préparatoires à l'audience ☒ [X] Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☒ [X] Transmission des décisions des tribunaux	☒ [X] Courrier électronique ☒ [X] Application informatique spécifique ☒ [X] Autres	☒ [X] Oui	☒ [X] Avocats ☒ [X] Parties non représentées par un avocat

Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Saisine d'une juridiction ☒ Phases préparatoires à l'audience ☒ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☒ Transmission des décisions des tribunaux	☒ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒ Oui	☐ Avocats ☐ Parties non représentées par un avocat
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Saisine d'une juridiction ☒ Phases préparatoires à l'audience ☒ Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois ☒ Transmission des décisions des tribunaux	☒ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒ Oui	☐ Avocats ☐ Parties non représentées par un avocat

Commentaires Service "Judicial Cabinet" "Judicial cabinet" is the single service that provides access to the services of the country's judicial authorities. All users can use this service.

With the help of the "Legal Proceedings" section, users can send statements of claim, documents on the case, and applications for review of judicial acts to the judicial authorities.

The services in this section are divided into civil, criminal, and administrative proceedings and are considered in instances.

To submit electronic documents, you must fill out the appropriate application form and attach scanned copies of the attached documents, and then send them to the selected judicial authority with an electronic digital signature. The judicial office gives you the opportunity of online payment of state fees.

Sent applications go to the automated information and analytical system of the judicial authorities "Torelik" in the online mode to the appropriate court.

Further, the hearing is scheduled by the judge in "Torelik" and notifications are sent to the parties in the process to the "Judicial Cabinet", by SMS message to the phone number, or by registered mail.

After the judge makes a decision on the case, the court acts are sent to the personal account of the parties in the "Court office" and published on the services "Bank of court acts" and "Searching for court cases"

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒ Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☒ Courrier électronique ☒ Application informatique spécifique ☒ Autres	☒ Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☒ NA	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui
Services de police judiciaire	☐ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☒ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Courrier électronique ☐ Application informatique spécifique ☐ Autres	☐ Oui

Commentaires Comments According to the information system of notaries

For effective work of notaries, since 2010, the unified notary information system "E-Notariat" has been put into operation, in which notaries register all notarial actions. This system is integrated with other state information systems and databases, which allows notaries to request and verify information about individuals, legal entities and real estate, inheritance cases, and check the status of power of attorney issued by other notaries.

In addition, the system allows you to register the rights to this property from the notary's office after concluding a real estate transaction. After the conclusion of the contract between the parties for real estate, the notary, using the "E-Notariat" system, sends a request for registration of real estate rights to the state body.

On the information system of bailiffs Ministry of justice developed and put into exploitation an automated information system of Enforcement bodies in 2015 (hereinafter - AIS OIP). This system made it possible to solve the main task of prompt execution of enforcement documents, reduce the burden on bailiffs, reduce unnecessary document flow and automate the process of enforcement proceedings as much as possible.

Thus, currently, the bailiff performs all enforcement actions (except for the inventory and sealing of property, seizure of movable and immovable property) through his personal virtual account in the AIS OIP by filling in the appropriate fields in the interface window. This was made possible as a result of its systematic modernization and integration with the information systems of other government agencies, such as:

- SIO PSO (information exchange system for law enforcement and special agencies) of the General Prosecutor's office;
- "Torelik" of the Supreme Court;
- EIS (unified information system) "Berkut" of the National Security Committee;
- AIPS (automated information retrieval system) "Control" of the Ministry of internal Affairs;
- AIS (automated information system) "Electronic public procurement" of the Ministry of Finance;
- portal of the "electronic" government of the Ministry of digital development, defense and aerospace industry. This information exchange allowed the bailiff to get the necessary information about the debtor and its property status in real time, send orders for court approval,

receive Executive orders from state authorities, and impose restrictions in accordance with the Law "On enforcement proceedings and the status of bailiffs".

In addition to the information systems of government agencies, the AIS OIP is integrated with similar systems of second-level banks.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non
Pénale	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non
Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Préalable à l'audience ☒ Durant l'audience ☐ Postérieurement à l'audience	☒ Oui ☐ Non

Commentaires In 2018, all courtrooms (1,479) across the country were 100% equipped with modern audio and video recording systems (hereinafter AVF).

The installed AVF systems have a centralized data storage system, are integrated with the information system of the judicial authorities "Torelik" and with the online service "Judicial Cabinet".

For 12 months of 2020, more than 688 thousand court sessions were appointed, of which 657 thousand court sessions were considered using the AVF system, which is 95.5% of the application in the republic.

Within the framework of the AVF system, it is possible to organize videoconferencing on the basis of the "POINT-POINT" principle between the courts of the republic, which ensures remote participation in the court session of the parties to the case.

Thus, the courts held 15 thousand court sessions using videoconferencing based on the "POINT-POINT" principle.

Through video conferencing, local courts, together with the Ministry of Internal Affairs held 55 thousand remote court sessions without transferring convicts.

The presence of a videoconferencing system allows citizens to participate in court hearings from the nearest court of residence, and has reduced travel costs for staff and judges.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires In 2018, all courtrooms (1,479) across the country were 100% equipped with modern audio and video recording systems (hereinafter AVF).

The installed AVF systems have a centralized data storage system, are integrated with the information system of the judicial authorities "Torelik" and with the online service "Judicial Cabinet".

For 12 months of 2020, more than 688 thousand court sessions were appointed, of which 657 thousand court sessions were considered using the AVF system, which is 95.5% of the application in the republic.

Within the framework of the AVF system, it is possible to organize videoconferencing on the basis of the "POINT-POINT" principle between the courts of the republic, which ensures remote participation in the court session of the parties to the case.

Thus, the courts held 15 thousand court sessions using videoconferencing based on the "POINT-POINT" principle.

Through video conferencing, local courts, together with the Ministry of Internal Affairs held 55 thousand remote court sessions without transferring convicts.

The presence of a videoconferencing system allows citizens to participate in court hearings from the nearest court of residence, and has reduced travel costs for staff and judges.

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Sonore () Vidéo (X) Les deux [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Sonore () Vidéo (X) Les deux [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Administrative	☒ 100% ☐ 50-99% ☐ 10-49% ☐ 1-9% ☐ 0% (NAP) ☐ NA	☐ Sonore ☐ Vidéo ☒ Les deux ☐ NA ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NA ☐ NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	☒ Oui ☐ Non	☐ De droit commun seulement ☒ De droit commun et spécialisé ☐ De droit spécialisé seulement ☐ NAP
Pénale	☒ Oui ☐ Non	☐ De droit commun seulement ☒ De droit commun et spécialisé ☐ De droit spécialisé seulement ☐ NAP
Administrative	☒ Oui ☐ Non	☐ De droit commun seulement ☒ De droit commun et spécialisé ☐ De droit spécialisé seulement ☐ NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

Oui / Non

dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[] nombre de nouvelles affaires

[] durée des procédures (délais)

[] nombre d'affaires terminées

[] nombre d'affaires pendantes

[] stocks d'affaires

[] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[] nombre de recours

[] taux de recours

[] clearance rate

[] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont

été définis pour les services du ministère public:

- ☐ nombre de nouvelles affaires
- ☐ durée des procédures (délais)
- ☐ nombre d'affaires terminées
- ☐ nombre d'affaires pendantes
- ☐ stocks d'affaires
- ☐ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☐ clearance rate
- ☐ disposition time
- ☐ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☒ autre (veuillez préciser) :1) The level of public confidence in the prosecution authorities; 2) Digitalization of the criminal procedure; 3) Respect for the rights of suspects and victims in criminal proceedings.

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- ☐ Annuelle
- ☐ Moins fréquente
- ☐ Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- ☐ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- ☐ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- ☐ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

☒ Annuelle

☐ Moins fréquente

☐ Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

☐ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

☐ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

☐ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

☐ Conseil Supérieur de la Magistrature

☐ Ministère de la Justice

☐ Organe d'inspection

☐ Cour Suprême

☐ Organe d'audit externe

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires There is no specific person or authority/body responsible for evaluating the performance of the courts. There are sociological surveys on the level of satisfaction of users of courts.

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- ☐ Conseil supérieur des procureurs
- ☐ Ministère de la Justice
- ☐ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- ☐ Procureur général /Procureur de la République
- ☐ Organe d'audit externe
- ☒ Autre (veuillez préciser) :Administration of the President

Commentaires In accordance with the System of annual evaluation of the effectiveness of the central state and local executive bodies of regions, cities of republican significance, the capital (approved by Presidential Decree No. 954 of March 19, 2010), the Prosecutor General's Office is evaluated by the Administration of the President of the Republic of Kazakhstan.

The difference in answers may be due to the lack of a common understanding of the issue in 2018 and 2020.

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- ☒ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☒ productivité des juges et des personnels des tribunaux
- ☐ satisfaction du personnel des tribunaux
- ☒ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☒ coûts des procédures judiciaires
- ☒ nombre de recours
- ☒ taux de recours
- ☐ clearance rate
- ☒ disposition time
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- ☒ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☐ stocks d'affaires

- ☐ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☒ clearance rate
- ☒ disposition time
- ☒ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- ☒ en matière civile
- ☒ en matière pénale
- ☒ en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X) The Situation Center of the Supreme Court of Kazakhstan monitors the time of consideration of cases in order to control the timeframes of the proceedings in courts.	()
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Committee on Legal Statistics and Special Accounts of the General Prosecutor's Office of Kazakhstan

() Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

☐ Non, seulement en interne (sur un site intranet)

☐ Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

☒ Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Committee on Legal Statistics and Special Accounts of the General Prosecutor's Office of Kazakhstan

☐ Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

☒ Oui, sur internet

☐ Non, seulement en interne (sur un site intranet)

☐ Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

☐ Internet

☐ Intranet

☐ Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

☐ Annuelle

☐ Moins fréquente

☐ Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

☒ [X] Internet

☐ [] Intranet

☐ [] Diffusion papier

Commentaires In 2018, a uniform report form was introduced on the oversight activities of the prosecutor. The unified report contains information on the work of the prosecutor in the supervision of legality in the socio-economic sphere, in the supervision of the legality of the pre-trial stage of the criminal process, in the supervision of legality in criminal cases and the enforcement of sentences, in the supervision of the application of international treaties and the fulfillment of obligations, and requests from individuals and legal entities authorized by the prosecutor for the supervision of legality in the field of legal statistics and special accounting.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

☐ () Annuelle

☐ () Moins fréquente

☒ (X) Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The judicial system holds semi-annual and annual reporting meetings where problematic issues are discussed. Representatives of the prosecutor's office and the bar association are invited to these meetings. At the same time we organize joint round tables and conferences to discuss problems in resolving different categories of cases.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

☒ (X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The judicial system holds semi-annual and annual reporting meetings where problematic issues are discussed. Representatives of the prosecutor's office and the bar association are invited to these meetings. At the same time we organize joint round tables and conferences to discuss problems in resolving different categories of cases.

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

[] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

[] Pouvoir législatif

[] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

[] Président de la juridiction

[] Autre (veuillez préciser) :

[X] NAP

Commentaires No quantitative performance targets

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

(X) Oui

() Non

Commentaires Since the beginning of 2019 a Commission on the Quality of Justice has been set up in the Supreme Court to assess the professional activity of judges, and is consisted of seven judges who have been elected together with local courts.

The methodology for evaluating the work of judges was substantially revised and a new methodological guide using the best international practices was adopted.

The methodology is based on 4 groups of criteria that are based on the principles of transparency, objectivity and fairness:

1) professional knowledge and the ability to apply it in the administration of justice;

2) results of judicial activity;

3) competence;

4) moral qualities (compliance with the requirements of the Code of judicial ethics).

Almost all data for assessment is downloaded directly from the information systems of the Supreme Court and other government agencies.

A special statistical data module has been created for this purpose.

According to the results of a comprehensive assessment, the Commission makes one of the following decisions:

- recognition of the position as corresponding;

- recognition of the position as corresponding and recommendation for admission to the personnel reserve for a higher position (in a higher court);

- recognition of the position as corresponding and recommendation for transfer to another court, to another specialization;

- recognition of the position as inappropriate due to professional impropriety.

All judges are subject to assessment once every 5 years, and before any promotion, exception for judges with over 20 years' experience.

The new methodology for assessing the professional activities of judges was positively evaluated by international experts. In particular,

UNDP expert report states: "The new assessment methodology is in line with international standards, best practices and even includes

innovative approaches in assessing the work of judges, such as using audio-video recordings of hearings to analyze the judge's behavior and communication skills, as well as applying the method of "360 degree" feedback to assess the interpersonal qualities of judges and court presidents". The Methodology posted on the website of the Supreme Court

www.sud.gov.kz/sites/default/files/pagefiles/metodicheskoe_rukovodstvo_po_ocenke_professionalnoy_deyatelnosti_sudi_1.pdf

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- ☐ Annuelle
☒ Moins fréquente
☐ Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- ☐ Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
☐ Procureur général /Procureur de la République
☐ Conseil supérieur des procureurs
☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
☐ Autre (veuillez préciser) :
☐ NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- ☒ Oui
☐ Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- ☒ Annuelle
☐ Moins fréquente
☐ Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : 1) Constitutional Law of the Republic of Kazakhstan dated December 25, 2000 N132 "On the judicial system and the status of judges of the Republic of Kazakhstan", article 30-1 (http://10.61.42.188/rus/docs/Z000000132_#z54)
2) Regulations on the Commission for the Quality of Justice at the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan, approved by the

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[0]

[] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée : 0,04 in fact
For 2020 17 sentences passed in absentia, a total of 36898 cases completed
 $17 \times 100 / 36\,898 = 0.2\%$

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[] Pour les procédures civiles (durée)

[] Pour les procédures pénales (durée)

[X] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

☐ Oui

☐ Non

☒ NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Civil Procedure Code of the Republic of Kazakhstan;

Form No. 2 Report on the consideration of civil cases by the court of first instance, Table A "Movement and results of the consideration of civil cases"

Kazakhstan is not a party to this Convention

4.2.Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ en matière civile

☒ en matière pénale

☒ en matière administrative

☐ Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In civil proceedings, the following procedural actions and the adoption of decisions on it can be presented - securing a lawsuit, suspension of execution of a judicial act, examination of evidence in urgent cases, etc.

In criminal proceedings, according article 55 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Kazakhstan in terms of the sale of material evidence subject to quick damage or long-term storage of which until the criminal case is resolved essentially requires significant material costs.

Also:

according to the part 3 of article 232 and part 2 of article 235 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Kazakhstan - an investigating judge, in case of consent with urgency, sanction a decision on conducting a secret investigative action;

according to the part 3 p.254 of the Criminal Procedure Code in exceptional cases, when there is a real fear that the object sought and (or) subject to seizure may be lost, damaged or used for criminal purposes due to delay in finding it, or the wanted person may disappear, search and seizures may be made without the authorization of an investigating judge.

In administrative proceedings, reduced proceedings are carried out in cases of administrative offenses, including in cases attributed to the jurisdiction of the court, for which an administrative penalty is foreseen in the form of a fine, and also the person who committed it is recognized, who acknowledges the fact of its commission and agrees with the payment of the fine in fifty percent of the amount indicated in the sanction and does not appeal against the evidence. (art. 810)

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

☒ en matière civile (petits litiges)

☒ en matière pénale (infractions mineures)

[X] en matière administrative

[] Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In civil proceedings, cases in the order of simplified (written) proceedings are considered by the judge within one month from the date of acceptance of the application. The term for consideration of a case is not subject to extension. A court order is a judicial act that is issued by a judge upon an application by the claimant for the recovery of money or the recovery of movable property from the debtor according to indisputable claims, as well as upon the application of the claimant on the execution of agreements concluded in the process of pre-trial settlement of the dispute in cases established by law or provided for by the contract, without summon the debtor and the claimant to hear their explanations and without trial. (Chapter 12 CPC).

For criminal offenses and crimes of minor gravity, the case is subject to consideration in the order of writ if:

- 1) the evidence collected establishes the fact of a criminal offense and (or) a minor offense and the person who committed it;
- 2) the suspect does not dispute the evidence of his guilt of a criminal offense, agrees with the qualification of his actions (inaction), the size (amount) of the damage (harm) inflicted;
- 3) the sanction of a committed criminal offense by one of the basic punishments involves a fine;
- 4) the suspect filed a petition, and the victim, as well as the civil plaintiff and civil defendant (in the case of their participation in the case) agreed to the consideration of the case in a clerical order without examining the evidence, summoning it and participating in the judicial review.

In administrative proceedings, reduced proceedings are carried out in cases of administrative offenses, including in cases attributed to the jurisdiction of the court, for which an administrative penalty is foreseen in the form of a fine, and also the person who committed it is recognized, who acknowledges the fact of its commission and agrees with the payment of the fine in fifty percent of the amount indicated in the sanction and does not appeal against the evidence. (art. 810)

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

[X] affaires civiles

[] affaires pénales

[] affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In a case considered by way of simplified (written) proceedings, the court makes a decision, which consists of an introductory and operative parts.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	62 671 [] NA [] NAP	1 009 334 [] NA [] NAP	1 014 391 [] NA [] NAP	57 614 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	51 366 [] NA [] NAP	358 017 [] NA [] NAP	362 194 [] NA [] NAP	47 189 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	46 [] NA [] NAP	36 244 [] NA [] NAP	36 224 [] NA [] NAP	66 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	46 [] NA [] NAP	36 244 [] NA [] NAP	36 224 [] NA [] NAP	66 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	1 614 [] NA [] NAP	277 196 [] NA [] NAP	277 498 [] NA [] NAP	1 312 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	9 645 [] NA [] NAP	337 877 [] NA [] NAP	338 475 [] NA [] NAP	9 047 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires Increase of scope of ADR, reduction in the number of cases due to the pandemic.

Deadlines refer to timelines provided for in legislation.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez

indiquer les catégories incluses :

. Order proceedings (or writ proceedings)

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Civil materials:

- on deferral, installment plan of execution of a court decision;
- on changing the method and procedure for the enforcement of a court decision, incl. on replacement of the debtor (collector);
- on the reversal of the enforcement of a court decision;
- on the proposal of the bailiff;
- on authorizing the decision of the bailiff on seizing the debtor's property;
- on authorizing the decision of the bailiff on seizing funds held in the current account of the debtor;
- on authorizing the decision of the bailiff on restricting the citizen's departure outside the Republic of Kazakhstan;
- on the authorization of other decisions of the bailiff;
- on the collection (deferral, installment plan) of the executive sanction;
- court order;
- on the announcement of the wanted person;
- on termination of the search for a person;
- on the issue of a writ of execution (duplicate);
- on the issuance of a writ of execution (duplicate) by decisions of the arbitration tribunal;
- on the indexation of awarded monetary amounts;
- on the restoration of the deadline for the submission of a writ of execution;
- other materials, submissions;
- On consideration of applications for review of judicial acts due to newly discovered circumstances.

Administrative materials:

- on authorization of a preventive restriction on freedom of movement;
- On consideration of applications for review of judicial acts due to newly discovered circumstances.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	3 574 [] NA [] NAP	166 753 [] NA [] NAP	165 980 [] NA [] NAP	4 347 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

1. Infractions graves	1 981 [] NA [] NAP	28 144 [] NA [] NAP	27 605 [] NA [] NAP	2 520 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	248 [] NA [] NAP	9 306 [] NA [] NAP	9 287 [] NA [] NAP	267 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	1 345 [] NA [] NAP	129 303 [] NA [] NAP	129 088 [] NA [] NAP	1 560 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

According to art.10 and 11 of the Penal Code of the Republic of Kazakhstan

1. A criminal infractions shall be divided into crimes and criminal offences depending on the level of social danger and penalty.

2. A socially dangerous act (action or inaction), committed with guilt and prohibited by this Code under the threat of punishment in the form of a fine, corrective labors, community services, restriction of liberty, deprivation of liberty or the death penalty shall be recognized as a crime.

3. An act (action or inaction), committed with guilt, not presenting a great social danger, caused insignificant damage or created a threat of harm to a person, organization, society or the state, for commission of which a penalty is provided in the form of a fine, corrective labors, community services, arrest, expulsion from the Republic of Kazakhstan of a foreigner or a stateless person, shall be recognized as a criminal offence.

According to art. 11 of the mentioned above Code

1. The crimes shall be divided into crimes of little gravity, crimes of average gravity, grievous crime and especially grave crimes depending on the nature and level of social danger.

2. Crimes of little gravity shall be recognized as intentional actions, for commission of which the maximum punishment, provided by this Code, not exceeds two years of imprisonment, as well as reckless actions, for commission of which this Code provides the maximum punishment, not exceeding five years of imprisonment.

3. Crimes of average gravity shall be recognized as intentional actions, for commission of which the maximum punishment, provided by this Code, not exceeds two years of imprisonment, as well as reckless actions, for commission of which is provided a punishment in the form of imprisonment for the term of over five years.

4. Grievous crimes shall be recognized as intentional actions, for commission of which this Code provides the maximum punishment, not exceeding twelve years of imprisonment.

5. Especially grave crimes shall be recognized as intentional actions, for commission of which this Code provides a punishment in the form of imprisonment for the term of over twelve years, life imprisonment or death penalty. In this regard, the line "1. Severe criminal cases" reflects cases of especially grave crimes, grievous, average and little gravity. In the line "2. Criminal offences/ cases of little gravity "- offences.

In the line "3. Other matters "materials included:

- on the application of coercive measures of a medical nature;
- on consideration of issues related to the enforcement of judicial acts;
- on consideration of complaints about actions (inaction) and decisions of the prosecutor, criminal prosecution bodies;
- on authorization of investigative actions (detention, house arrest, extradition arrest, inspection, search, seizure, etc.).

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	4 894 [] NA [] NAP	61 175 [] NA [] NAP	61 425 [] NA [] NAP	4 644 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	4 445 [] NA [] NAP	47 939 [] NA [] NAP	48 278 [] NA [] NAP	4 106 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	23 [] NA [] NAP	197 [] NA [] NAP	205 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	23 [] NA [] NAP	197 [] NA [] NAP	205 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	148 [] NA [] NAP	8 108 [] NA [] NAP	8 086 [] NA [] NAP	170 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	278 [] NA [] NAP	4 931 [] NA [] NAP	4 856 [] NA [] NAP	353 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Civil materials:

- complaints, petitions of the prosecutor on the determination of the courts of first instance;
- consideration of applications for the review of judicial acts due to newly discovered circumstances;
- consideration of the issue of determining the jurisdiction of civil cases.

Administrative materials:

- complaints about private decisions (special act) of the courts of first instance;
- consideration of applications for review of judicial acts due to newly discovered circumstances.

Increase of scope of ADR, reduction in the number of cases due to the pandemic.

Deadlines refer to timelines provided for in legislation.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	618 [] NA [] NAP	20 843 [] NA [] NAP	20 611 [] NA [] NAP	850 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	307 [] NA [] NAP	6 448 [] NA [] NAP	6 309 [] NA [] NAP	446 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	18 [] NA [] NAP	363 [] NA [] NAP	365 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	293 [] NA [] NAP	14 032 [] NA [] NAP	13 937 [] NA [] NAP	388 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Division of gravity by analogy to the commentary to Q 94.

Other cases include consideration of complaints and petitions of the prosecutor against decisions of the courts of first instance:

- to consider complaints of actions (inaction) and decisions of the prosecutor, criminal prosecution bodies;
- on authorization of investigative actions;
- on the enforcement of judicial acts.

As well as the determination of the jurisdiction of criminal cases.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 610 [] NA [] NAP	15 507 [] NA [] NAP	15 497 [] NA [] NAP	1 620 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 350 [] NA [] NAP	13 964 [] NA [] NAP	13 924 [] NA [] NAP	1 390 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	253 [] NA [] NAP	1 420 [] NA [] NAP	1 455 [] NA [] NAP	218 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	7 [] NA [] NAP	123 [] NA [] NAP	118 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Other: investment disputes cases

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 8604

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	355 [] NA [] NAP	5 736 [] NA [] NAP	5 561 [] NA [] NAP	530 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
1. Infractions graves	35 [] NA [] NAP	402 [] NA [] NAP	380 [] NA [] NAP	57 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	5 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	315 [] NA [] NAP	5 308 [] NA [] NAP	5 156 [] NA [] NAP	467 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
Other cases – petitions considered at the preliminary stage, materials on pardon and materials on the extradition of a person.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	8 902 [] NA [] NAP	56 637 [] NA [] NAP	56 586 [] NA [] NAP	8 953 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Licenciement	222 [] NA [] NAP	1 263 [] NA [] NAP	1 301 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Faillite	498 [] NA [] NAP	2 524 [] NA [] NAP	2 304 [] NA [] NAP	718 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Vol avec violence	111 [] NA [] NAP	1 300 [] NA [] NAP	1 299 [] NA [] NAP	112 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Homicide volontaire	106 [] NA [] NAP	756 [] NA [] NAP	698 [] NA [] NAP	164 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP	☐ X] NA ☐] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	7 ☐] NA ☐] NAP	6 649 ☐] NA ☐] NAP	6 655 ☐] NA ☐] NAP	1 ☐] NA ☐] NAP	☐] NA ☒ X] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The remedy in these cases is the possibility of appealing against the actions and omissions of the authorized state body to refuse to grant refugee status, the right to enter and stay of foreigners in the Republic of Kazakhstan by submitting an application in accordance with Chapter 29 of the Civil Procedure Code in district and equivalent courts, with the possibility of appealing judicial acts passed incases to a higher court.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance

Abus sexuels d'enfants	61 [] NA [] NAP	501 [] NA [] NAP	488 [] NA [] NAP	74 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Pornographie enfantine	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : In accordance with paragraph 42) of Article 3 of the Criminal Code of the Republic of Kazakhstan, crimes against sexual inviolability of minors are acts provided for in Articles 120 (rape), 121 (violent acts of a sexual nature), 122 (sexual intercourse or other actions of a sexual nature with a person under 16 -years old), 123 (compulsion to sexual intercourse, sodomy, lesbianism or other actions of a sexual nature), 124 (corruption of minors), 134 (involvement of a minor in prostitution), 144 (involvement of minors in the manufacture of products of erotic content), parts of the second and the third article 312 (production and circulation of materials or objects with pornographic images of minors or their attraction to participate in entertainment events of a pornographic nature), committed against minors and minors.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	Valeur numérique maximale autorisée : 100 16 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [] NA [X] NAP
Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 1 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [] NA [X] NAP
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 80 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [] NA [X] NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 25 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [] NA [X] NAP

Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 23 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [] NA [X] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 69 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [] NA [X] NAP

Commentaires In Kazakhstan, this type of calculation is not conducted. However, the relevant divisions made calculations and provided the following explanations. Also calculations through the information system "Torelik" was made. This is the actual data for 2020.

On civil cases

1st instance:

Divorce 17.43 business days (64,707 cases). Dismissal of 18.96 working days (1,381 cases). Bankruptcy 16.89 business days (4,507 cases)

The remaining civil cases (including economic cases) are 18.85 business days (565,598 cases). Appeal: Divorce 27.35 business days (296 cases). Dismissal of 28.33 working days (827 cases). Bankruptcy 24.12 business days (838 cases)

Remaining civil cases (including economic cases) 26.46 business days (76821 cases). Cassation: Divorce 22.66 business days (3 cases).

Dismissal of 22.09 working days (23 cases). Bankruptcy 24.36 business days (22 cases)

Remaining civil cases (including economic cases) 23.30 business days (979 cases).

On criminal cases

1st instance:

Criminal cases that have been completed both by the passing of a sentence and by the return or termination of proceedings in the case.

For Robbery, 19.76 days (2567 cases). Murder - 32.07 days (931 cases). All remaining criminal cases are 16.32 days (48767 cases).

This is all including sentencing, termination, return Prosecutor, i.e. not only sentence

Criminal cases ended with sentencing

For Robbery, 21.82 days (1817 cases). Murder - 33.38 days (839 cases). All remaining criminal cases are 18.74 days (27716 cases).

These are only sentences.

Appeal - 18.9 business days (643 cases). Robbery 17.23 business days (426 cases).

All remaining criminal cases are 18.94 business days (7605 cases). Cassation - 18.16 business days (43 cases). Robbery 18.84 business days (46 cases).

All remaining criminal cases are 18.73 business days (712 cases).

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. According to Article 20 of the Code of the Republic of Kazakhstan "On Marriage (Matrimony) and Family", if one of the spouses does not agree to divorce the marriage (matrimony), the court has the right to take measures to reconcile the spouses and postpone the proceedings, setting the term for reconciliation within six months.

Dissolution of a marriage (matrimony) is carried out if the measures for reconciliation of the spouses have failed and the spouses (one of them) insist on the dissolution of the marriage (matrimony).

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de

la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. % of decisions subject to appeal is calculated in civil cases: according to the number of appeals received, the prosecutor's petitions for decisions made from the number of decisions made by the court of first instance. In criminal cases - according to the number of persons in respect of whom the sentences were appealed, the prosecutor's petitions of appeal were made from the number of convicted, acquitted persons and persons in respect of whom the cases were terminated by the court.

On civil cases

1st instance:

The number of days from the date of completion of the case preparation (in working days, including weekends and holidays), if there is no such date-from the date of acceptance for production to the date of announcement of the decision on all cases divided by the number of cases. Appeal:

The number of days from the date of registration of the application to the date of the decision (in working days, including weekends and holidays) for all cases divided by the number of cases.

Cassation:

The number of days from the date of submission to the Board (decision on review or protest) for review until the date of the decision (in working days, including weekends and holidays) for all cases divided by the number of cases.

On criminal cases

1st instance:

Number of days from the date of receipt to the day of sentencing (resolution) (in working days, including weekends and holidays.

Appeal:

The number of days from the date of registration of the application to the date of the decision (in working days, including weekends and holidays) for all cases divided by the number of cases.

Cassation:

The number of days from the date of submission to the Board (decision on review or protest) for review until the date of the decision (in working days, including weekends and holidays) for all cases divided by the number of cases.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

☒ [X] diriger ou superviser l'enquête policière

☒ [X] mener des enquêtes

☒ [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

☒ [X] porter une accusation

☒ [X] soumettre l'affaire au tribunal

☒ [X] proposer une peine au juge

☒ [X] faire appel

☒ [X] superviser la procédure d'exécution

☒ [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

☐ [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

☒ [X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :Protesting the cassation review of judicial acts that have entered into legal

force, both on their own initiative and at the request of individuals. Gives binding instructions to the investigating authority. More details about the role and powers of the prosecutor are described in articles 58 and 193 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Kazakhstan dated July 4, 2014.

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil -The prosecutor shall have the right to enter the process to give an opinion on the case in order to fulfill the duties provided for by this Code.

Participation of the prosecutor in civil proceedings shall be mandatory in matters affecting the interests of the state, when it is necessary to protect public interests or interests of the citizens who cannot defend themselves, as well as when the need for the prosecutor’s participation is recognized by the court.

These powers of a prosecutor shall be provided by timely notification of the prosecutor by the court about all cases assigned for consideration by posting relevant information on the court’s Internet resource. (part.2 art.54 Civil procedural law of the Republic of Kazakhstan dated October 31, 2015.)

Administrative - For the purpose of realizing own powers, the prosecutor shall: participate in the administrative infractions proceeding; represent evidences and participate in their investigation; set forward own opinion to the court, body (civil servant) considering the case on guilt of the person in respect of whom the administrative infraction proceeding is conducted, as well as on the other issues raising in the process of considering the case; express suggestions to the court, body (civil servant) considering the case on applying the provisions of the Law and imposition of the administrative sanction or release from it. (part.2 art.759, The Code of the Republic of Kazakhstan dated 5 July 2014 "On Administrative Infractions").

107. Procureurs : Nombre total d’affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1.Affaires pendantes au 1er Janvier de l’année de référence	[X] NA [] NAP
2.Affaires nouvelles/reçues	28 688 [] NA [] NAP
3.Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	26 325 [] NA [] NAP
3.1. Classées pendant l’année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	686 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l’auteur n’a pas pu être identifié	[] NA [X] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d’une absence de constat d’infraction ou en raison d’une situation juridique particulière	14 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d’opportunité	[] NA [X] NAP

3.1.4 Classement pour d'autres raisons	672 [] NA [] NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	[] NA [X] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	[] NA [X] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	25 639 [] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	[X] NA [] NAP

Commentaires Other:indicates the number of cases discontinued on non-rehabilitating and rehabilitation grounds, excluding cases indicated in 3.1.2.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	2 614 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires According to the data for 2020, it is necessary to clarify that the total number of guilty plea procedures is 2,614, this is an indicator of the number of procedural agreements concluded by the prosecutor only during pre-trial proceedings (Form No. 3 "Report on the prosecutor's work on supervision of the legality of pre-trial investigation"), that is, in comparison with 2018, a decrease in this category there are no cases.

At the same time, in 2018, on the basis of the general report (Form No. 1 "Report on the work of the courts of first instance on the consideration of criminal cases"), a separate counting was made by the number of procedural agreements concluded by prosecutors in the form of a plea bargain during the main trial. However, no separate counting was conducted for this indicator in 2020. It should be noted that the statistical report does not contain information on the number of procedural agreements concluded by prosecutors in the form of a plea bargain during the main trial, in connection with which we are currently working on the issue of including an appropriate indicator in the report.

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Data from the Committee on Legal Statistics and Special Accounting.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des judges



110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- ☒ [X] principalement par concours (concours ouvert)
- ☐ [] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- ☐ [] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- ☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ [] Une instance composée seulement de juges
- ☐ [] Une instance composée seulement de non juges
- ☒ [X] Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- ☐ [] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The recruitment of judges in the Republic of Kazakhstan is entrusted to the High Judicial Council.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	18 ☐ [] NA ☐ [] NAP	14 ☐ [] NA ☐ [] NAP	4 ☐ [] NA ☐ [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : The High Judicial Council is an autonomous state institution created in order to ensure the constitutional guarantees of the President of Kazakhstan on the formation of courts, guarantees of the independence of judges and their immunity, the Council consists of the Chairman, members of ex officio and permanent members appointed by the President of Kazakhstan.

The High Judicial Council includes the Chairman of the Council, the Chairman of the Supreme Court, the Prosecutor General, the Minister of Justice, the head of the authorized body for civil service affairs, the chairmen of the relevant committees of the both chambers of the Parliament, acting judges with equal representation of judges of district, regional courts and the Supreme Court, a scientist - lawyer, attorney, representative of the legal community.

All members of the Council are appointed by Presidential decree.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- ☒ (X) Oui
- ☐ () Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : Candidates who have not passed the qualification examination for the position of a judge can apply to the Appeals Commission under the High Judicial Council, which includes lawyers, judges, and representatives of the academic community.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

☒ Concours/Examen

☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The promotion of judges within the system is carried out on a competitive basis as of 2019, within the framework of which the quality of justice, the existence of penalties, the ethical standards and other important factors are studied. In addition, interviews on competencies, testing for legislation, public opinion research, etc. are conducted.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

☒ Les années d'expérience

☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☒ La performance (quantitative)

☒ Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☒ Autre(s)

☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): A full range of HR tools is used for promotion of judges:

- 1) a comprehensive assessment by the permanent members of the Council according to a system of differentiated evaluation criteria (including the quality of justice, compliance with judicial ethics, etc.);
- 2) assessment of candidates by a special computer program according to a system of digital criteria;
- 3) interviewing candidates;
- 4) the study of public opinion. To do this, the Council's website regularly publishes a list of persons participating in competitions for judicial positions and the public can present its opinion on each candidate.

In addition, public opinion regarding candidates for judges is studied through monitoring of social networks and the media.

In the course of making a decision, the Council considers and takes into account the complaints of citizens received in relation to the acting judges participating in the competitions.

The selection of candidates is carried out by the Commission for the competitive selection of judges under the Council, which, along with the permanent members of the Council (judges of all levels, a lawyer and a law professor), includes representatives of the legal community, prosecutors, as well as experts in the field of HR management.

In addition, under the High Judicial Council there is the Commission on the personnel reserve, whose powers include the formation of a reserve for higher and leading judicial positions. At the same time, candidates with high performance indicators and an impeccable reputation are selected for the personnel reserve. In accordance with the current legislation, in the selection of candidates for higher and managerial positions, priority is given to persons in the personnel reserve, which is one of the criteria of the principle of meritocracy.

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs



115. Quel est le statut du ministère public ?

☒ [X] Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

☐ [] Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

☐ [] Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

☐ [] Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

☐ [] Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

☐ [] Un modèle mixte (veuillez expliquer)

☐ [] Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : The Office of the Public Prosecutor of the Republic shall compile a single centralized system with the subordination of the lower level prosecutors to the higher and to the Prosecutor General of the Republic. It exercises its authority independently of other state bodies and officials, and is accountable only to the President of the Republic. (art.83 of Constitution of the Republic of Kazakhstan, August 30, 1995).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

☐ () Oui

☒ (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

☐ () Oui

☐ () Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

☒ [X] Procureur général

☒ [X] Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

☐ [] Pouvoir exécutif

☐ [] Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

☐ [] Instruction orale

☒ [X] Instruction orale avec confirmation écrite

☒ [X] Instruction écrite

☐ [] Autre

☐ [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- ☐ Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- ☒ Obligatoires
- ☒ Motivées
- ☒ Enregistrées dans le dossier
- ☐ Autre
- ☐ NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- ☐ Exceptionnelles
- ☐ Occasionnelles
- ☐ Fréquentes
- ☐ Systématiques
- ☒ NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- ☐ principalement par concours (concours ouvert)
- ☐ principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- ☐ une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- ☒ autre (veuillez préciser) : Since 2020, the procedure for the recruitment and training of staff for the law enforcement service has been changed. An innovation for joining the service is the completion of initial training. Candidates undergo professional training at the Academy of Law Enforcement Agencies under the General Prosecutor's Office. The selection criteria were unified: - higher education; - compliance with moral, psychological, medical requirements; - lack of compromising information. Acceptance of documents is carried out by the prosecutor's offices of them. Before submitting the documents, the candidate must pass a test for knowledge of legislation and an assessment of personal qualities at the Agency for Civil Service Affairs. Interviews with candidates are conducted in regional and equivalent prosecutor's offices. A preliminary check is carried out by the internal security service in relation to the candidate, the results are taken into account at the interview. Candidates who have successfully passed the interview are sent for the health and polygraph examination. The final stage is an exam at the Law Enforcement Academy. The final decision on admission to vocational training is made by the interdepartmental admissions committee, taking into account the results of the polygraph examination. The term of professional training for candidates to the prosecutor's office is 1 year (6 months of training and 6 months of internship). The appointment is carried out without a probationary period with the simultaneous assignment of the first class rank. The period of professional training is counted

towards the length of service of the law enforcement service.

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☒ Une instance composée seulement de procureurs
- ☐ Une instance composée seulement de non procureurs
- ☐ Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- ☐ Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- ☒ Oui
- ☐ Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- ☐ Concours / Examen
- ☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- ☐ Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Appointment, transfer and promotion in law enforcement is carried out in accordance with Chapter 5 of the Law "On Law Enforcement Service" (<http://10.61.42.188/rus/docs/Z1100000380>).

According to clause 1 of article 33 of the Law "On Law Enforcement Service", promotion is created from the number of employees in the personnel reserve, or on a competitive basis, subject to their compliance with the qualification requirements, as well as taking into account business and personal qualities, results of official activity ...

In accordance with Article 33-1 of the Law "On Law Enforcement Service", the Presidential Reserve for the leadership of law enforcement is formed for the purpose of high-quality selection of employees for vacant senior management positions in law enforcement

agencies.

The procedure for the formation and the list of positions of the Presidential Reserve of the leadership of law enforcement agencies are determined by the President of the Republic of Kazakhstan

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- ☒ Les années d'expérience
- ☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- ☐ La performance (quantitative)
- ☒ Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- ☐ Autre(s)
- ☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :Men - age of 63, woman - age of 59,5 .In accordance with the current pension legislation of the Republic of Kazakhstan, the retirement age of women increases every year and by January 1, 2027 it will reach 63 years old and equal to the age of men.

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : In accordance with paragraph 11-1 of Art. 34 of the Constitutional Law On Judicial System and Status of Judges in the Republic of Kazakhstan, the decision of the Judicial Jury on the need to dismiss a judge for committing a disciplinary offense or failure to comply with the requirements specified in Article 28 of the mentioned Law is the basis for the termination of the powers of the court president, chairman of the chamber and the judge.

A judge can be disciplined:

- 1) for gross violation of the law when considering court cases;
- 2) for committing a defamatory offense contrary to judicial ethics.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- ☐ Pour des raisons disciplinaires
- ☐ Pour des raisons organisationnelles
- ☐ Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- ☒ Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : In law enforcement service may be up to the following age limit: 1) up to major, junior adviser - 48 years old; 2) lieutenant colonels, advisers - 50 years; 3) colonels, senior advisers - 55 years old; 4) persons of the highest commanding staff - 60 years old. In more detail, the provisions on retirement are regulated in article 82 of the Law "On Law Enforcement Service" of January 6, 2011.

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires At the same time, there is a training period for candidates for the prosecutor's office, which is 1 year (6 months of training and 6 months of internship).

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law "On Law Enforcement Service" of January 6, 2011
 Constitutional Law of the Republic of Kazakhstan "On the judicial system and the status of judges of the Republic of Kazakhstan" dated December 25, 2000 No. 132.
 Law of the Republic of Kazakhstan "On the High Judicial Council"
 Law of the Republic of Kazakhstan "On the Pension in Kazakhstan"

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d’une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d’un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l’utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l’éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires Training on child-friendly justice, taking into account the specialization of judges, are conducted for juvenile court judges.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☒ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : All judges, regardless of their specialization, have training at least once every three years.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
---	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☒ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☒ Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	☒ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☐ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	☐ Régulièrement (par exemple tous les ans) ☒ Occasionnellement (en fonction des besoins) ☐ Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	☐	☐	☒

Institution(s) pour les procureurs	☐ ☐	☐ ☐	☒ ☐
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	☐ ☐	☐ ☐	☐ ☐

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	919 430 ☐ NA ☐ NAP
Institution(s) pour les procureurs	☒ NA ☐ NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	☐ NA ☒ NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. There is initial training

5.2.4 Nombre de formations



131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
1. Pour les juges	9 ☐ NA ☐ NAP	30 ☐ NA ☐ NAP	6 ☐ NA ☐ NAP
2. Pour les procureurs	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
3. Pour le personnel non-juge	3 ☐ NA ☐ NAP	10 ☐ NA ☐ NAP	1 ☐ NA ☐ NAP

4. Pour le personnel non-procureur	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
5. Formations pour les autres professionnels	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Since the establishment of the Academy, retraining and advanced training courses for judges and employees of the judicial system have been conducted in offline format.

In accordance with the Schedule for the first half of 2020, it was planned to conduct 11 refresher courses for judges and non-judges staff for 760 hours with a total of 381 students. Of these, 5 offline training programs were conducted, of which 3 (85 trainees) for judges and 2 (95 trainees) for non-judges staff. In 2020, due to the introduction of a state of emergency in the country (Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated March 15, 2020 "On the introduction of a state of emergency in the Republic of Kazakhstan") and quarantine measures related to the COVID-19 pandemic, training courses for judges and employees of the judicial system were suspended from 10.03.2020 until the improvement of sanitary and epidemiological situation. However, the situation has not improved for a long time, therefore, in agreement with the Supreme Court it was decided to conduct remote learning from the second half of the year. From 07.09.2020, the training was resumed, but with changes in its form from offline to online.

From September to December 2020, 7 courses (240 trainees) were held in an online format, of which 6 courses (195 trainees) were held for judges and 1 course (45 trainees) for non-judges staff. In general, in 2020, out of the planned 18 courses (621 trainees), 12 (420 trainees) were conducted, of which 5 off-line (3 - judges, 2 – non-judge staff, 180 trainees) and 7 courses in online (6 – judges, 1 – non-judge staff, 240 trainees) format.

The online format of classes at the training courses for judges and employees of the judicial system did not affect the quality of training. Judges of the Supreme Court and experts of international and national organizations were involved in conducting classes, as well as in offline training.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Juges	83 ☐ NA ☐ NAP	291 ☐ NA ☐ NAP
Procureurs	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Personnel non-juge	85 ☐ NA ☐ NAP	45 ☐ NA ☐ NAP
Personnel non-procureur	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
Autres professionnels	☐ NA ☒ NAP	☐ NA ☒ NAP

Commentaires In 2020, due to the pandemic, training at the Academy of Justice was suspended from March 10, 2020. 07.09.2020, the courses were resumed in the online format.

www.academy-gp.kz

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	12 012 [] NA [] NAP	10 107 [] NA [] NAP	6 199 806 [] NA [] NAP	5 216 694 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	31 645 [] NA [] NAP	26 476 [] NA [] NAP	16 240 086 [] NA [] NAP	13 664 872 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Judges – lifelong allowance, only judges of retirement age who have retired with the necessary professional experience, are entitled to receive it. Funeral compensation.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. The position of a judge is incompatible with the mandate of a member of Parliament, with the occupation of another paid position, carrying out entrepreneurial activities, becoming a member of the governing body or supervisory board of a commercial organization, except for teaching, scientific or other cultural activities.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

() Juges uniquement

(X) Juges et représentants d'autres professions juridiques

() Autre, veuillez préciser :

Commentaires The Republican Public Association "Union of Judges of the Republic of Kazakhstan" (hereinafter – the Union of Judges) is a non-profit organization in the organizational and legal form of a public association with republican status, created on the initiative of a group of citizens of the Republic of Kazakhstan who voluntarily united on the basis of common interests for the implementation of statutory goals that do not contradict legislation, acting in order to implement and protect the interests of the judicial community.

The Union of Judges does not influence the administration of justice in specific cases and does not pursue political goals.

The subject of the activity of the Union of Judges is the organizational support of the participation of the judicial community in public life, assistance in strengthening the independence and status of judges, in improving the material and technical base of courts, the eradication of corruption and violations of the provisions of the Code of Ethics of Judges, improving the image of courts among the population, assistance in solving social issues and more.

The goals and objectives of the Union of Judges are: to unite the efforts of the judicial community on improving the judicial system; increasing the authority of the judiciary, ensuring that judges comply with the requirements of the Code of Ethics of Judges; conducting scientific and practical conferences, seminars, round tables, events for the exchange of experience, professional development of judges; making proposals on strengthening the independence of the court, ensuring the social protection of judges, improving judicial self-government; representation of the interests of the judicial community in state bodies and public associations; making proposals on improving regulatory legal acts; organization of judicial mentoring within the framework of the educational program for training newly appointed judges; discussion with the public of issues related to the activities of courts and law enforcement practice; strengthening international relations with judicial communities of other countries and international organizations.

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

(X) Non

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires The norms of ethics (behavior) of employees of the Prosecutor's office are fixed by the Code of Ethics of Civil Servants (approved by Presidential Decree No. 153 of 29.12.2015) and the Code of Honor of Employees of the Prosecutor's office system (approved by Order of the Prosecutor General 1034ca of 13.10.2009).

Currently, an assessment (conclusion) on violations of ethics by employees is given by officials authorized to conduct an internal investigation, and is considered by a Disciplinary Commission operating in the Prosecutor General's Office and in the Prosecutor's Offices of the regions, where a final decision is made on the presence/absence of violations of ethics in the actions of employees.

At the same time, there is no separate institution/state agency that gives opinions on ethical issues of the behavior of prosecutors.

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

☐ Procureurs uniquement

☐ Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

☐ Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

☐ Oui

☐ Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

[] Justiciables

[] Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

[X] Cour suprême

[X] Conseil supérieur de la magistrature

[] Tribunal disciplinaire

[] Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

[] Médiateur (Ombudsman)

[] Parlement

[] Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

[X] Autre (veuillez préciser) :Judicial Ethics Commission

☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires Since 2019 Judicial Jury was transferred to High Judicial Council.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

☐ Citoyens

☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ Procureur général/Procureur d'Etat

☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

☐ Tribunal disciplinaire

☐ Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

☐ Médiateur (Ombudsman)

☐ Organisme professionnel

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

☐ Autre (veuillez préciser) :

☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

☐ Tribunal

☐ Cour suprême

☐ Conseil supérieur de la magistrature

☒ Tribunal ou autorité disciplinaire

☐ Médiateur (Ombudsman)

☐ Parlement

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Judicial Jury, which functions under the High Judicial Council as of 2019, has the right to discipline a judge. At the same time, the Judicial Jury consists of 9 members, of which 6 are acting judges of various levels (2 judges each - from the Supreme Court, regional and district courts). The Judicial Jury also includes one member of the High Judicial Council from among the judges and two members of the public who have an advisory vote.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

☐ Cour Suprême

☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ Procureur général/Procureur d'Etat

☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

☐ Tribunal ou autorité disciplinaire

- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- ☐ Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l’encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu’une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	91 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
1. Faute déontologique	10 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
2. Insuffisance professionnelle	☐ NA ☒ NAP	☒ NA ☐ NAP
3. Délit pénal	1 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP
4. Autre	80 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : In 2020, the Judicial Jury considered 90 disciplinary cases, based on the results of the consideration of 24 disciplinary proceedings, they were terminated on various grounds.

Other: Gross violation of the law when considering cases - 79

Inadequate performance of official duties by presidents of courts and judicial chambers -1.

According to Article 39 of the Constitutional Law "On the Judicial System and the Status of Judges of the Republic of Kazakhstan", the grounds for bringing a judge to disciplinary responsibility are:

- 1) gross violation of the law when considering court cases;
- 2) committing a defamatory offense contrary to judicial ethics.

Presidents of courts and chairmen of judicial chambers may be disciplined for improper performance of their official duties provided for by the Constitutional Law “On the Judicial System and the Status of Judges of the Republic of Kazakhstan”.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l’encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	66 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

1. Réprimande	26 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
8. Démission	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
9. Autre	28 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
10. Révocation	12 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. In accordance with Article 40 of the Constitutional Law "On the Judicial System and the Status of Judges of the Republic of Kazakhstan", the following types of disciplinary sanctions may be applied to judges: 1) a remark; 2) a reprimand; 3) dismissal of the president of the court or the chairman of the judicial chamber for improper performance of official duties; 4) dismissal of a judge on the grounds provided for by the Constitutional Law.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : High Judicial Council statistics

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :



	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	5 448 [] NA	3 788 [] NA	1 660 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Affaires administratives	☐ Oui, toujours ☐ Oui, pour certaines affaires ☒ Non ☐ NAP	☐ Oui, toujours ☐ Oui, pour certaines affaires ☒ Non ☐ NAP	☐ Oui, toujours ☐ Oui, pour certaines affaires ☒ Non ☐ NAP
---------------------------------	--	--	--

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : In Kazakhstan, interests in clients in criminal cases can only be represented by lawyers (Article 66 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Kazakhstan)

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non	☐ Oui ☒ Non
Membre de la famille	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Personne concernée elle-même	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Syndicat	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Autres	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Other: Legal counsellor, they can represent the client in court, except in criminal cases.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- ☐ Activité notariale
☒ Arbitrage/médiation
☒ Mandataire
☐ Syndic de copropriété
☐ Agent immobilier
☐ Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- ☒ Avocat indépendant
☐ Avocat salarié
☐ Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- ☒ un barreau national

☐ un barreau régional

☒ un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Civil Procedure Code, Criminal Procedure Code, Law On advocate practice and legal assistance

6.1.2 Exercice de la profession



154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

☒ [X] Oui, la loi contient des règles

☐ [] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

☐ [] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires In accordance with paragraph 1 of Article 47 of the Law on "On advocacy and legal assistance", the amount of payment for legal assistance provided by lawyers and reimbursement of expenses associated with conducting conciliation procedures is established by a written agreement of the lawyer with the person who has applied for help. The conclusion of the contract is mandatory and carried out in the manner prescribed by the civil legislation of the Republic of Kazakhstan.

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? The quality criteria used for lawyers have been developed in accordance with the Law of the Republic of Kazakhstan "On Advocacy and Legal Assistance", in order to ensure the quality of legal assistance and the formation of uniform requirements for the quality of its provision (approved by the Republican Conference of Bar Associations on 23.11.2018).

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

☒ [X] le Barreau

☐ [] le législateur

☐ [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

☒ [X] la prestation de l'avocat

☐ [] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The Law of the Republic of Kazakhstan "On advocacy and legal assistance" provides for the direction of a complaint against the action (inaction) of a lawyer during his professional activities. In this case, the consideration of complaints is carried out by the collegium of lawyers (bar chamber).

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

☐ [] Le juge

☐ [] Le ministère de la Justice

☒ [X] Une instance professionnelle

☐ [] Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Nombre de procédures disciplinaires

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	151 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	151 [] NA [] NAP
1. Réprimande	33 [] NA [] NAP
2. Suspension	[] NA [X] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	79 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Total 151: admonishment (notice) - 64, reprimand - 33, strict reprimand - 15, exclusion from the collegium (bar) - 39

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système

judiciaire ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

☐ Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

☐ Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

☒ Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP
Affaires familiales	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP
Affaires administratives	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP
Affaires pénales	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP
Affaires liées aux consommateurs	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☒ Non ☐ NAP	☒ Oui ☐ Non ☐ NAP	☐ Oui ☐ Non ☒ NAP

Commentaires Court related mediation have evolved since 2019.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Rules for the payment of state-guaranteed legal assistance provided by a lawyer, and reimbursement of expenses related to the right to consult, defense and representation, as well as conducting conciliation procedures, the amount payable from budgetary funds for the participation of a lawyer in a particular case is calculated taking into account the time of preparation, including settlement agreements, mediation settlement agreements or a dispute settlement agreement in a participatory manner in the interests of the principal and others.



=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	50 169 [] NA [] NAP	9 252 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	19 644 [] NA [] NAP	5 147 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	14 039 [] NA [] NAP	738 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	13 278 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[X] NA [] NAP	617 [] NA [] NAP	141 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[X] NA [] NAP	2 386 [] NA [] NAP	3 201 [] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	205 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :



=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

☒ la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

☒ l'arbitrage

☒ la conciliation (si différente de la médiation)

☒ d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : participatory procedures

Commentaires With the adoption of the new Civil Procedure Code, conciliation procedures are provided in civil proceedings. The Civil Procedure Code of the Republic of Kazakhstan was adopted on October 31, 2015 and entered into force on January 1, 2016.

The parties can settle the dispute in full of mutual requirements or in part by concluding an amicable agreement, an agreement on the settlement of a dispute (conflict) by way of mediation or an agreement on the settlement of a dispute by way of a participatory procedure or using other methods in the manner prescribed by this Code.

Other alternative methods of dispute settlement may be established by law or provided for in an agreement between the parties.

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Civil Procedure Code of Kazakhstan, Criminal Procedure Code of Kazakhstan Code of the Republic of Kazakhstan on Administrative Offenses Constitution of Kazakhstan;
The Code of the Republic of Kazakhstan "On Marriage (Matrimony) and Family";
Form No. 2 Report on the consideration of civil cases by the courts of first instance, Table A "Movement and results of the consideration of civil cases"

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat



169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	2 506 [] NA	1 755 [] NA	751 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	2 243 [] NA [] NAP	1 554 [] NA [] NAP	689 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	263 [] NA [] NAP	201 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

☒ diplôme

☒ expérience professionnelle

☒ examen spécifique

☒ procédure de nomination par l'Etat

☐ formation initiale

☐ autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

☐ Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : State bailiffs are appointed to the position on the basis of the Law of the Republic of Kazakhstan "On Civil Service" for an indefinite period. But at the same time, they can be dismissed from the civil service if there are legal grounds provided for by the Law of the Republic of Kazakhstan "On Civil Service" or at their own request.

Private bailiffs in accordance with the Law of the Republic of Kazakhstan "On enforcement proceedings and Status of Enforcement Agents ", receive a perpetual license for the right to carry out the activities of a private bailiff. In this case, the license may be terminated at the own request of a private enforcement agent or by a court decision in cases established by law.

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Date de naissance	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Etat civil	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Cohabitant	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Employeur	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Véhicule automobile	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non
Biens meubles	☒ Oui ☐ Non	☒ Oui ☐ Non

Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisies des rémunérations	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Mesures d'expulsion	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Saisies des bateaux et des navires	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Saisie des aéronefs	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP
Vente des parts sociales	☐ Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ Non ☐ NAP

Autres	☒ (X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ☐ () Non ☐ [] NAP
---------------	--

Commentaires Other - 1) seizure of the property of the debtor, including money and securities held by him or other physical or legal persons (with the exception of banks and organizations engaged in certain types of banking operations, as well as insurance organizations);

2) the prohibition of the debtor to perform certain actions, including the prohibition of the bodies of the legal entity to make decisions, as well as the suspension of the decisions taken on the alienation of movable and immovable property, property and non-property rights, securities and shares in the authorized capital and property of the legal entity;

3) the prohibition of the debtor to use the property owned by him on the right of ownership, including money, or the instruction to use it within the limits established by the bailiff;

4) sealing the property of the debtor;

5) seizure of title documents;

6) the prohibition to other persons to transfer property, including money, to the debtor or to perform other actions in relation to it.

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

☒ [X] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires

☒ [X] Recouvrement de créances

☒ [X] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires

☒ [X] Séquestres

☒ [X] Constats

☐ [] Service des audiences près les juridictions

☒ [X] Conseils juridiques

☐ [] Procédures de faillites

☒ [X] Missions confiées par le juge

☐ [] Représentation des parties devant les juridictions

☒ [X] Rédaction des actes sous-seings privés

☐ [] Administrateur d'immeubles

☐ [] Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

☒ (X) Oui

☐ () Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents

d'exécutions ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Comentaire - Veuillez expliquer : The technical development of the Automated Information System of enforcement bodies contributes to the prompt receipt of information from the systems of state bodies and second-tier banks for the issuance of enforcement measures. In addition, participants in enforcement proceedings can receive information on enforcement proceedings in the "Cabinet of the Parties". In this regard, the development of information technology simplifies a number of actions related to enforcement proceedings

8.1.4 Frais



174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

☒ Le débiteur

☐ Le créancier

☐ Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Law of the Republic of Kazakhstan "On Enforcement Proceedings and the Status of Enforcement Agents"

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

☐ une instance professionnelle

☐ le juge

☒ le ministère de la Justice

☐ le procureur

☒ autre (veuillez préciser) : the Republican Chamber of Private Bailiffs

Commentaires In accordance with Article 161-3 of the Law of the Republic of Kazakhstan "On Enforcement Proceedings and the Status of Enforcement agents", the Republican Chamber of Private Bailiffs also monitors and controls the activities of bailiffs

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : To carry out the main tasks for the execution of enforcement documents, bailiffs must take only the range of compulsory measures that are delegated to them by the Law "On Enforcement Proceedings and the Status of Enforcement agents". The Ministry of Justice and the Republican Chamber of Bailiffs coordinate the activities of bailiffs and their compliance with the legislation.

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d’exécution ?
Veuillez n’en indiquer que 3 au maximum.**

- ☐ absence de toute exécution
- ☐ non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- ☒ manque d’information
- ☒ durée excessive
- ☐ pratiques illégales
- ☒ supervision insuffisante
- ☐ coût excessif
- ☐ défaut de comportement éthique de l’agent d’exécution
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d’exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- (X) entre 1 et 5 jours
- () entre 6 et 10 jours
- () entre 11 et 30 jours
- () plus (veuillez préciser) :
- ☐ NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l’encontre des agents d’exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu’une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	2 985 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	2 985 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	[] NA [X] NAP
3. Pour délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	2 985 [] NA [] NAP
1. Réprimande	2 269 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	35 [] NA [] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	681 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Until June 26, 2020, the Law had a norm (Article 170) providing for the type of disciplinary liability of private enforcement agents, as an admonition (notice).

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : the Law "On Enforcement Proceedings and the Status of Enforcement agents"

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- ☐ Juge
- ☐ Procureur
- ☒ Services pénitentiaire et de probation
- ☒ Agent d'exécution
- ☐ Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). In Kazakhstan, decisions on criminal cases on the recovery of fines and confiscation of property are executed by bailiffs, court decisions on restricting the freedom are executed by prisons and probation services.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- ☐ 80-100%
- ☒ 50-79%
- ☐ Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	4 267 ☐ NA ☐ NAP	986 ☐ NA ☐ NAP	3 281 ☐ NA ☐ NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	4 267 ☐ NA ☐ NAP	986 ☐ NA ☐ NAP	3 281 ☐ NA ☐ NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	0 ☐ NA ☐ NAP	0 ☐ NA ☐ NAP	0 ☐ NA ☐ NAP

3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- ☒ diplôme
- ☒ expérience professionnelle
- ☒ examen spécifique
- ☐ procédure de nomination par l'Etat
- ☐ formation initiale
- ☐ autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- ☒ oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :
- ☐ non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : The term of activity of notaries is not regulated by the Law of the Republic of Kazakhstan "On Notaries". At the same time, the validity of licence is unlimited.



9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Certification des signatures	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ Non ☐ NAP

Légalisation des signatures/ Apostille	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Contrôle de légalité des documents	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ Non ☒ NAP
Médiation	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Prestation de serments	☒ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ Non ☐ NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☒ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☐ Non ☐ NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
Enchères publiques	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP

Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	☐ Oui, exclusivement exercée par les notaires ☐ Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires ☒ Non ☐ NAP
--	--

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- ☒ Transaction immobilière
- ☒ Droit de la famille
- ☒ Droit des successions
- ☒ Droit des sociétés
- ☐ Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- ☐ Protection des personnes vulnérables
- ☒ Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- ☒ Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- ☐ Dans leurs relations avec leurs clients
- ☒ Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- ☒ Registre foncier
- ☒ Registre du commerce
- ☒ Registre de l'état civil/ de la population
- ☒ Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- ☐ Tout autre registre (veuillez préciser)
- ☐ Aucun

Commentaires According to the Law of the Republic of Kazakhstan "On Notaries" the unified notary information system consists of an electronic register of notarial acts, a register of inheritance cases, a register of wills.

Entering the data into the unified notary information system is carried out by notaries.

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Registre du commerce	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Aucun	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- [] Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- [] Acte électronique
- [] Identification numérique
- [] Archivage numérique
- [] Autre, veuillez préciser
- [X] Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- [X] Notariat/ organisme professionnel
- [] Autres autorités publiques
- [] Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- (X) Oui
- () Non

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- ☐ une instance professionnelle
- ☐ le tribunal
- ☒ le ministère de la Justice
- ☐ le procureur
- ☐ autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	☐	☒
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	☐	☒

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Law of the Republic of Kazakhstan "On Notaries"; Regulations on professional development of notaries approved by the decision of the Board of the Republican Notary Chamber of February 8, 2019.

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires The legal status of the translator is regulated by Articles 56-4 of the Code of Civil Procedure, 81 of the Code of Criminal Procedure and 758 of the Administrative Code

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[]

☒ NA

☐ NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : According to the Civil Procedure Code, the translator is obliged to make a complete and correct translation, to certify the correctness of the translation with his signature in the minutes of the court session held with his participation, as well as in other documents submitted to him for translation.

The presiding judge warns the translator about the responsibility provided for by the Criminal Code of the Republic of Kazakhstan for knowingly incorrect translation. The translator's subscription about this is attached to the minutes of the court session. If the translator refuses to appear in court or to perform his duties without good reason, an administrative penalty may be imposed on him.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

☐ Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

☐ Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

☒ Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Civil Procedure Code, Criminal Code

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

☒ Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance

et d'impartialité

☒ Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

☐ Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

☒ national

☐ par circonscription administrative ou état fédéré

☐ par circonscription judiciaire

☐ autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

☒ Oui sur Internet

☐ Oui

☐ Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

☒ Le Ministère de la Justice

☐ Les tribunaux

☐ Un organe administratif

☐ Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

☐ Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

☐ Oui, pour combien de temps

☒ Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	☒ Oui ☐ Non
Formation continue	☒ Oui ☐ Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

☐ la procédure judiciaire

☒ le métier de l'expert

☐ autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	2 000 ☐ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP	☒ NA ☐ NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	2 154 [] NA [] NAP
1.Affaires civiles et commerciales litigieuses	1 879 [] NA [] NAP
2.Affaires administratives	[] NA [X] NAP
3.Affaires pénales	275 [] NA [] NAP
4.Autre affaires	[] NA [X] NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	(X)	()

Autre	()	(X)
-------	-----	-------

☐ NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

☐ Le processus de sélection

☐ La formation initiale ou continue

☐ Les procédures disciplinaires

☒ NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law of the Republic of Kazakhstan "On Forensic Expert Activity"

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Information about the judicial system is published annually on the website of the Supreme Court in the form of a collection «Justice of Kazakhstan: realities, trends, prospects" on the website. It is based on the principle of making the judicial system open. It is available in Russian and English languages. <https://www.sud.gov.kz/eng/content/justice-kazakhstan-realities-trends-prospects> The state of the country's judiciary, the problems in this area and ways to solve them, the prospects for improving the system of selection and promotion of judges and the activities of the Supreme Judicial Council can be found on the Council's website at the following link: <https://www.gov.kz/memleket/entities/vss/documents/details/127876?lang=eng> By the Decree of the President of Kazakhstan from

15.10.2021 No. 674 was approved the Concept of Legal Policy of the Republic of Kazakhstan until 2030 (hereinafter - Concept). This Concept is the basis for the development of relevant documents of the State Planning System in the field of legal policy of the state, long-term and annual plans of legislative work of the Government of the Republic of Kazakhstan, draft regulatory legal acts of the Republic of Kazakhstan.

208-2. Budget

- ☐ Oui (programmé)
- ☒ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : In order to strengthen the independence of the judicial system at the legislative level, financing of the judicial system is established in the amount of not less than a certain percentage of the total cost of maintaining all state bodies established by the republican budget for the previous financial year.

The procedure for the disbursement of funds will be carried out by the bodies of judicial self-administration. Control over the spending of budgetary funds remains with the Accounts Committee for control over the enforcement of the Republican Budget.

Mentioned amendments adopted by the Law of the Republic of Kazakhstan on Amendments and additions to the Constitutional Law of the Republic of Kazakhstan "On the judicial system and the Status of Judges" dated December 20, 2021 (Article 57).

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : As part of the implementation of the Concept it is planned to consider the issues of changing the procedure for bringing cases to the cassation instance, specialization of courts, connecting courts of the first instance in cities, identifying signs of a gross violation of legality by a judge, further development of the institute of arbitration, revising approaches to state duty rates in courts.

Repairs were carried out:

in 2020 in 81 buildings,

in 2021 in 68 buildings.

In 2020-2021, new courthouses were built

-in 2020 4 buildings,

-in 2021, 3 buildings and the construction of 1 building has begun.

In 2022, 3 buildings will be built

And projects of 4 courthouses will be developed

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : The right to judicial protection is referred to constitutional law and cannot be limited by anyone, including in cassation proceedings. Therefore, it is proposed to carry out preliminary consideration in cassation proceedings in criminal cases by a collegial composition (three judges). At the same time, it is proposed to exclude the right to make a submission by the Chairman of the Supreme Court on the revision of acts of the cassation instance on his/her own initiative in civil matters.

These proposals are being worked out within the framework of the working subgroup on improving criminal proceedings under the General Prosecutor's Office.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : The state of the country's judiciary, the problems in this area and ways to solve them, the prospects for improving the system of selection and promotion of judges and the activities of the Supreme Judicial Council can be found on the Council's website at the following link: <https://www.gov.kz/memleket/entities/vss/documents/details/127876?lang=eng> At the time of filling out the Questionnaire, legislative amendments to improve the system of recruiting and promotion of judges, as well as the activities of the High Judicial Council were under discussion in the Parliament of the Republic of Kazakhstan and were adopted by the Law of the Republic of Kazakhstan dated 20.12.2021. This law introduced amendments and additions to the Constitutional Law of the Republic of Kazakhstan "On the Judicial system and the Status of Judges of the Republic of Kazakhstan" and the Law of the Republic of Kazakhstan "On the High Judicial Council of the Republic of Kazakhstan" on the issues of: optimizing the stages of the qualification exam for narrowly focused specialists applying to regional (appeal) courts, reducing the time for retake of the qualification exam, securing the possibility of appointing participants of the second stage of the recruiting process for all failed positions, granting priority to judges of remote and small-scale courts in further promotion to judicial positions, increasing the statute of limitations for bringing judges to disciplinary responsibility, regulating the timing of the commission and detection of disciplinary misconduct, etc. Also, the issues of improving the institution of disciplinary responsibility of judges were reflected in Presidential Decree No. 804 "On Amendments and Additions to the Decree of the President of the Republic of Kazakhstan dated June 26, 2001 No. 643 "On approval of the provisions provided for by the Constitutional Law of the Republic of Kazakhstan "On the judicial system and the status of Judges of the Republic of Kazakhstan", adopted on February 7, 2022.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Adopted

Measures to strengthen the independence of the judiciary:

The responsibility of the judge for violation of labor discipline and other levers of pressure from higher courts and chairmen (on-site inspections, ratings) is excluded.

Access to the courts of appeal and cassation instances for highly qualified lawyers without any work experience in the district court is open. Thus, number of judges have been appointed as judges of the Supreme Court among highly qualified lawyers, without any judicial experience on the proposal of the President of the country.

The list of positions of judges that is selected on a competitive basis has been expanded. Previously, these were only judges of all instances and chairmen of district courts. Now, the chairmen of the boards of regional courts are selected on a competitive basis in

addition to them.

It is planned

Judicial personnel. Amendments are proposed:

- improvement of the specialized qualification exam;
- priority for judges of small-size and remote courts while their participation in the competition;
- increasing the limitation period for bringing judges to disciplinary responsibility;
- increasing in the number of active judges in the composition of the Commission on the Quality of Justice under the Supreme Court;

High Judicial Council:

The state of the country's judiciary, the problems in this area and ways to solve them, the prospects for improving the system of selection and promotion of judges and the activities of the Supreme Judicial Council can be found on the Council's website at the following link:

<https://www.gov.kz/memleket/entities/vss/documents/details/127876?lang=eng>

208-7. Parité hommes/ femmes

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☒ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Yes, adopted

1) The Administrative Procedural Code has been put into effect since July 1, 2021, and new administrative courts have begun their work in regional centers and in large cities (of republican significance, as well as Kaskelen, Semey, Zhezkazgan and Ekibastuz). Judicial collegiums on administrative cases have been established in the Supreme Court and regional courts.

The active role of the court is fixed in the administrative process. The judge helps actively the citizen in an initially unequal dispute. The court is not bound by the evidence presented by the parties, but it additionally examines all the circumstances of the dispute, based on the stated requirements, and helps the citizen to find the missing documents, assists in correcting errors in claims.

The Administrative Court will provide judicial control over the execution of its own decisions.

For their non-fulfillment, the court can impose instantly a fine on any official. A court fine will not be an administrative penalty.

Improvement of civil proceedings

A block of amendments aimed at improving the civil proceedings was initiated. The amendments are aimed at implementing approaches to simplify the civil procedure. The adoption of the amendments will reduce conflicts in society, significantly simplify and optimize civil proceedings, increase the responsibility of state bodies for their territorial structures, and ensure the equability of judicial practice, including through the usage of new IT- services with elements of artificial intelligence.

1. The CPC contains various types of appeals to the court: «claim», «statement of claim». For the convenience of citizens, uniformity of procedural appeals to the court is proposed. Replace the terms – «statement of claim», «statement» with – «CLAIM».

2. It is proposed to revise the action of the types of proceedings (writ, simplified (written), claim, special, special claim, correspondence) by differentiating them according to the subject of regulation:

- rename subsection 1 «Simplified production» to «Ordered production» with the preservation of the independent chapter of the same name;

- move the chapter «Simplified (written) proceedings» to subsection 2 «Claim proceedings», since it regulates the issues of consideration of cases of claim proceedings with certain features (simplified, written);
 - exclude correspondence proceedings due to the lack of demand and the usage of the institute of simplified (written) production more often;
 - exclude subsection 5 «Proceedings for the restoration of lost judicial or enforcement proceedings» with the transfer of Chapter 50 of the CPC to the subsection «Special proceedings».
3. It is proposed to grant the right to a higher court, with the consent of the parties, to claim one of the homogeneous (similar) cases in its proceedings, to consider and make an exemplary decision on it.
- If the situation is inside the region, then the regional court will make an exemplary decision. If the scale is evaluated as a country's scale – SC will make a decision. While considering cases, the courts will take into account the legal positions of the higher court in cases considered in accordance with such jurisdiction.
4. In order to distribute cases equally among the courts of the republic, it is proposed to introduce extraterritorial jurisdiction (with the consent of the parties). If the parties choose extraterritorial jurisdiction, the court will be determined taking into account the workload and specialization, regardless of its territorial location.
5. It is proposed to introduce the preparation of a pre-trial protocol into the civil process. Parties are empowered to disclose, present and exchange evidence prior to the initiation of a case in court while filing a claim. Thus, the parties can come to a compromise solution, reconcile or abandon the trial.
6. It is proposed to expand further the institution of executive inscription by excluding certain requirements from writ proceedings with their transfer to notaries.
7. It is proposed to grant the court the right to consider some cases of claim proceedings at the request of the parties or on its own initiative in simplified (written) proceedings, with the exception of cases affecting the interests of children. Yes (planned)
- Interdepartmental working groups of representatives of state bodies have been created for a comprehensive review of criminal and administrative proceedings.

Improvement of criminal justice

The right to judicial protection belongs to constitutional law and cannot be restricted by anyone, including in cassation proceedings. Therefore, it is proposed to carry out preliminary consideration in cassation proceedings by a collegial composition (three judges). At the same time, it is proposed to exclude the right to make a submission by the Chairman of the Supreme Court on the revision of acts of the cassation instance on his/her own initiative. These proposals are being worked out within the framework of the working subgroup on improving criminal proceedings at the Prosecutor General's Office.

Implementation of a three-tier model with the distinction of powers and areas of responsibility between law enforcement agencies, the prosecutor's office and the court (the law enforcement agency has to identify crimes, identify involved persons, collect and consolidate evidence; the public prosecutor is obliged to give an independent assessment to the collected evidence, suppress violations of citizens' rights, prevent involvement of conscientious citizens in the criminal process, support the charges in court; the court will consider complaints against the actions of the authorities and issue a final verdict on the case).

Improvement of legislation on administrative offences

As part of the further improvement of the legislation on administrative offenses, the following is planned.

To submit for consideration of the authorized bodies 20 structures entailing a fine, and about 60 structure that are related to the deprivation of a license, suspension or prohibition of activities.

The competence of the court should include only the consideration of cases on offenses where the sanction provides for the arrest, confiscation of property, deprivation of special rights, forced demolition and expulsion of a foreign citizen outside the republic.

Along with it, it is proposed to consider issues on: -the introduction of reduced proceedings under Part 1 of Article 610 of the Administrative Code, since in about 80% of cases, the fault is recognized as a violator;

- regulation of procedures for the introduction of a state of emergency (Articles 62, 829-5, 741, 835);
- exclusion of reconciliation for repeated offenses in the household sphere;
- mandatory explanation by the judge according to the made decision;
- limiting the possibility of changing the qualification of an offense only in the direction of improvement;
- revision of the terms of bringing to responsibility - 2 months from the moment of detection (for tax, customs, corruption, protection of competition, etc.);
- exclusion of interim judicial acts (determination on postponement and extension of court sessions);
- granting foreigners the right to appeal to the court of appeal for expulsion.

The Code of Administrative Offences of the Republic of Kazakhstan proposes an independent rule on liability for failure to review acts of prosecutorial supervision.

The Law «On the Prosecutor's Office» provides for amendments on the right of prosecutors:

- consider complaints from entrepreneurs about the actions of officials;
 - to demand documents within the framework of the analysis and evaluation of acts within the time limit set by them;
 - carry out inspections within 30 working days (instead of 30 calendar days);
 - prolong inspections by deputy of GP and regional prosecutors;
 - to make decisions on the abolition of measures of a prohibitive or restrictive nature imposed by a state agency;
 - it will become mandatory to take measures to eliminate the identified violations indicated in the submission.
 - restrictions on which auditors and audit commissions refused prosecutors to participate in inspections will be eliminated.
- By the Law of the Republic of Kazakhstan dated 2.07.2021, amendments mentioned (excluding the amendments on audit commissions) were introduced into the legislation of Kazakhstan.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- ☐ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : For non-enforcement of court decisions on public law disputes, the Administrative procedural and process-related ode provides for a mechanism for imposing a money penalty.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : It is planned to adopt amendments and additions to some legislative acts of the Republic of Kazakhstan on the development of institution for out-of-court and pre-trial settlement of disputes.

208-11. Lutte contre la criminalité

- ☐ Oui (programmé)
- ☒ Oui (adopté)
- ☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : On the issues of strengthening the protection of citizens' rights in criminal proceedings and combating corruption, the following has been done.

In terms of the improvement of anti-corruption legislation, the Law has toughened the punishment for corruption for law enforcement officials, persons holding a responsible public position in a law enforcement agency and judges by introducing additional qualifying characteristics.

In addition, the sanctions against bribe-givers and their intermediaries have been strengthened, and the the size of multiple fines and terms of imprisonment have been increased;

For crimes against the sexual integrity of minors.

In order to exclude any forms of sexual exploitation of children, the range of crimes related to crimes against the sexual integrity of minors has been expanded .These include involvement of a minor in prostitution, involvement of minors in the production of erotic

products, production and circulation of materials or objects with pornographic images of minors, or their attraction to participate in entertainment activities of a pornographic nature.

The sanctions for committing sexual crimes against minors have been strengthened, violent acts of a sexual nature, sexual intercourse or other acts of a sexual nature with a person under the age of sixteen, compulsion to sexual intercourse, sodomy, lesbianism or other actions of a sexual nature, corruption of minors, involvement of minors in the manufacture of products of erotic content.

Changes in terms of toughening punishment affected acts that were committed as part of a criminal group or while committing a crime by a parent, teacher or other person who has responsibilities for raising a minor.

Actions that resulted in the death of the victim are punishable by a punishment of 20 years or life imprisonment.

A requirement on the appointment of imprisonment for the subjects of such crimes has been introduced in institutions of maximum security (Article 46 of the Criminal Code), only persons who have committed crimes in a minor age can be sent to institutions of medium security.

The possibility of imposing a lighter punishment than provided by the sanction for a criminal offense and reduction of the unserved part of the sentence is excluded.

In order to ensure an integrated approach to the provision of medical intervention against pedophiles, both in physical and mental forms, the court provides for the right of the court while determining compulsory medical measures, along with chemical castration, to prescribe treatment for propensity to sexual violence and disorders of sexual preference.

Theft of someone else's property

Anti-Theft Program for 2019-2020, aimed at preventing and solving crimes of average gravity was updated.

Collectively with local executive and other state bodies, targeted organizational and legislative measures have been taken:

- The Criminal Code was amended to provide for tougher punishment for «repeatability» (commission of two or more actions provided by the same article of the Criminal Code) by transferring this qualifying attribute to category of grave crimes.
- Collectively with the Veterinary Control Committee of the Ministry of Agriculture, standard rules for grazing livestock have been developed
- The Criminal Code introduced an independent norm for committing thefts of livestock - «Animal stealing» with a maximum punishment of imprisonment up to 12 years. The punishment for «illegal entry into premises» while committing thefts has been toughened by transferring the qualifying attribute to the category of serious crimes.
- Changes and additions have been made to the «Rules of Internal Trade» in connection with the sale of expired non-grocery goods, including automotive spare parts, have to be carried out only in specialized stores. While accepting the determined goods for sale, the subject of internal trade has to draw up a written contract, indicating the person who handed over the goods and attach a photographic image of the product. Responsibility for violation of these Rules in the form of a fine of 50 MCI has been established.
- Since January 1, 2020, pawnshops are classified as microfinance organizations, in connection with it, the Rules for organizing the activities of pawnshops, providing for measures to counteract the circulation of illegally obtained things in pawnshops have been developed and approved. According to the new rules, pawnshops are required to transfer information about all collateral to the credit bureau, and police units will have access to check the subject of bail with stolen property to this bureau.

By order of the Minister of Internal Affairs in 2020, the Property Protection Program for 2021-2023 was approved, which provides for further improvement at the state level of systemic and integrated approaches to solve existing problems in countering theft of other people's property.

Collectively with the national railway carrier the issue to equip passenger train cars with video surveillance cameras and equip commercial inspection points of interstate, joint and junction stations with modern ASI TW technical means (automatic systems for commercial inspection of trains and wagons), as well as the installation of a video surveillance system in the parks of the station is being worked out.

208-12. Système pénitentiaire

☐ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : The following legislative amendments have been made:

- Article 62 of the Criminal Code of the Republic of Kazakhstan provides for a preferential calculation of the time of detention of persons

in custody while imposing a sentence of imprisonment

and restrictions on freedom (1 day of detention for 1.5 days in medium security institutions and in minimum security institutions for 2 days, as well as restrictions of freedom);

- term of consideration of the institution's submission on the release of a convicted person due to illness, reduced from 1 month up to 10 days;
- the right of convicts to imprisonment is provided to submit applications to the court, prosecutor's office and other state bodies in the form of an electronic document;
- control over the appeals of convicts addressed to the Commissioner for Human Rights in the Republic of Kazakhstan has been excluded;
- the frequency of presence of a convict for correctional labor in the probation service for a preventive conversation has been reduced from 1 time per month up to 1 time per quarter;
- the duty of the Penal Enforcement System Committee was established while transferring a convicted person (for provision of security, as well as maintain law and order in the institution) notification of the prosecutor;
- the presence of a positive degree of behavior to transfer convicts to their place of residence is excluded;
- the obligation of the administration of the remand center to notify the convicted person of the onset of the right to submit a petition to the court to consider the issue of parole or replacement of the unserved part of the punishment with a milder type of punishment, as well as to send timely such kind of petition and to send it to court with notification of the prosecutor has been established;
- the possibility of keeping convicts - former employees of courts, law enforcement and special state bodies, persons authorized to exercise control and supervision for the behavior of convicts in minimum security institutions at the place of residence of relatives;
- from the criteria for assessing the behavior of a convict, the presence of his/her membership in a voluntary organization of convicts is excluded;
- there is a ban on preventing the change of the institution to establish complete safety in relation to convicted pregnant women and convicted women who have small children with them, as well as convicted persons with disabilities (On the issue of prohibiting the change of the type of institution to a full security institution for convicted pregnant women and convicted women with small children, as well as convicted persons with disabilities.

The change in the type of institution in the penal correction system is governed by article 96 of the Penal Execution Code of the Republic of Kazakhstan.

This article provides for changes in the type of facility for convicts with positive characteristics and for convicts recognized as persistent violators of the regime of detention, depending on their behavior and attitude to the main means of correction (regime, upbringing, labour, training, etc.).

At the same time, it is the responsibility of the courts to consider the question of changing the type of institution of the penal correction system that is being imposed on a person sentenced to deprivation of liberty in accordance with penal enforcement legislation.

Article 96 of the Penal Enforcement Code has been amended by the Law of 27.12.2019 to ensure the safety of a specific category of women and persons with disabilities with a view to strengthening legal restrictions.

Thus, changing the type of institution to a full security institution is not allowed in relation to convicted pregnant women and convicted women who have small children with them, as well as convicted persons with disabilities);

- the right of convicts to access his/her accounts, obtain an official copy of such accounts upon release, to have telephone conversations not only with convicts who are their spouses and close relatives, as well as unmarried persons, but also with convicts who have joint children with him/her; has been introduced;
- the right of convicts to imprisonment, serving a sentence in preferential conditions of detention is enshrined - to purchase food and basic necessities via cashless payments without limitation at the expense of funds that are available in their accounts, including usage of bank payment cards;
- excluded from the number of disciplinary sanctions applied to convicted persons - a penalty in the form of a disciplinary fine in the amount of up to 2 MCI, and the term of detention in a solitary confinement cell was reduced from 6 to 4 months;
- the list of permitted items for convicts who are held in minimum security institutions has been expanded;
- conditions for the independent acquisition of primary, basic secondary, general secondary education not only for convicts serving life imprisonment, but also for convicts who are in medical preventive institutions, disciplinary isolation wards, solitary confinement cells, temporary isolation rooms, as well as those who are transferred to mixed security institutions for violation of the order and conditions of serving a sentence in institutions have been created.
- in order to maintain socially useful contacts (with their close relatives), "video conversations" between convicts and their relatives through the Internet are being introduced into practice.

208-13. La justice adaptée aux enfants

☐ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : An international project «Juvenile Justice in Kazakhstan» was implemented in the republic in 2003-2006, within the framework of it the first experimental juvenile courts were formed in the cities of Astana and Almaty by the Decree of the Head of State dated August 23, 2007.

Nowadays, 20 specialized inter-district juvenile courts are successfully functioning in Kazakhstan.

The jurisdiction of juvenile courts includes criminal cases on crimes committed by minors and violating the rights of minors, as well as civil and administrative cases.

The aim is to protect the legitimate interests and rights of minor children. The physical and mental well-being of minors, guaranteed by legal mechanisms, is the most important prerequisite to have a young generation capable to participate fully in the political, economic and social life of the state for society in the future. And the importance of juvenile courts in this context is more than obvious.

The jurisdiction of juvenile courts includes civil cases on determining the place of residence of a child, deprivation (restriction), restoration of parental rights, adoption of a child.

The jurisdiction of juvenile courts also includes cases of administrative offenses, for example, encroachment on the rights of minors, failure by parents or persons substituting them, their responsibilities for raising children, for involving minors in committing an administrative offense, etc.

Nowadays, juvenile courts have created a juvenile-friendly atmosphere in relation to minors. There are no prison bars in the halls; cases are considered more in the form of a dialogue between an adult and a child.

Many juvenile courts have offices for psychological work with children. Where a psychologist provides a minor with the necessary psychological assistance, conducts a preliminary conversation in a relaxed atmosphere, establishes a picture of the psychological perception of a particular situation considering cases with the participation of a minor.

The specificity of juvenile justice is to apply to a teenager who has come into conflict with the law, legislation, the resolution of issues that have arisen regarding foreign adoptive parents through the Committee for the Protection of Children's Rights as a central body.

Nowadays, there is a juvenile advocacy In Kazakhstan, juvenile police, prosecutors specializing in juvenile cases. This is a whole complex aimed at protecting the interests of minors.

208-14. La violence domestique

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : A draft law "On amendments and additions to some legislative acts on certain issues of strengthening the institution of the family" is being developed.

In addition, issues of improving the activities of social services are being worked out in terms of introducing special rehabilitation programs for people prone to offenses in the family and household sphere, including those who are dependent on alcoholic beverages and narcotic substances.

It is planned to introduce norms of public control, improve measures to ensure the safety and protection of victims of domestic violence and strengthen responsibility for domestic violence.

A working group consisting of representatives of interested state bodies, departmental education, non-governmental organizations, public figures, human rights defenders and experts is conducting a study on the feasibility of criminalizing certain elements of administrative offenses committed in the field of family and household relations.

This issue is planned to be submitted for consideration by the Interdepartmental Working Group under the Prosecutor General's Office for monitoring and summarizing the practice of applying the Criminal Code and the CPC this year.

In addition, the responsibility for domestic violence has been toughened:

Torture has been transferred from private prosecution cases to private-public ones. Article 110 of the Penal Code «Torture» has been transferred from cases of private prosecution to private-public. Thus, the duty to collect evidence of the guilt of the family brawler is assigned to the police, and not to the victims, as it was previously;

– for committing the same crime against pregnant women who are in a helpless state, minors - the lower threshold for deprivation of liberty has been raised from 3 to 4 years;

- for illegal actions in the sphere of family and household relations the term of arrest has also been increased from 3 to 5 days.

Provision is made for offences for the intentional infliction of light bodily harm and battery committed in the context of family and domestic relations, with the imposition of penalties under these articles of arrest (15 and 10 days, respectively) and the exclusion of fines as ineffective punishment.

The powers of the court in making decisions on the reconciliation of the parties and the establishment of special requirements for the behavior of the offender have been expanded, as well as responsibility for their violation has been introduced.

This endowed the police with the competence to collect evidence of the guilt of the family "tyrant" and submit it to the court. Previously, they were provided to the court directly by the victims themselves.

By raising the lower threshold of imprisonment from 3 to 4 years, the punishment for the use of torture against pregnant women who are in a helpless state, minors and other persons has been tightened.

The Code of Administrative Offenses strengthens the sanction for unlawful acts in the field of family and domestic relations from 3 to 5 days of arrest.

An independent special composition of the offense is provided on the facts of causing minor harm to health and beatings committed in the field of family and domestic relations, with the introduction of sanctions in these articles of arrest (15 and 10 days, respectively) and the exclusion of fines as an ineffective punishment.

As an alternative, a "warning" was introduced, as far as the fine was a burden on the overall family budget.

At the same time, the court, taking into account the personality of the offender and the circumstances of the case, can warn or arrest immediately.

If these offenses are committed again within a year, the sanctions of the articles will provide: for deliberate infliction of minor harm to - arrest up to 20 days (without warning), for beatings - arrest up to 15 days (warning is not applied).

The powers of the court in making decisions on the reconciliation of the parties and the establishment of special requirements for the behavior of the offender have been expanded, as well as liability for their violation has been introduced.

If the reconciliation procedure took place earlier at any stage of administrative proceedings, now it is possible to reconcile only in court, having passed the stage of mediation.

In addition, the courts are empowered, on their own initiative, to establish special requirements for the behavior of the offender while considering domestic offenses (previously only at the request of participants in administrative proceedings).

For violation of established restrictions by the court, administrative liability was introduced in the form of a fine in the amount of 5 MCI or administrative arrest for up to 7 days. In case of repeated violation - administrative arrest is concluded for up to 10 days.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Yes, adopted

A unified information system of legal aid has been launched (considered by Article 24 of the Law of the Republic of Kazakhstan «On advocacy and legal aid»)

Yes, it is planned

The following projects are being implemented in the field of information technology implementation

:1) «Smart analytics» - this project is aimed at introduction of elements of artificial intelligence into legal proceedings by creating a service using a machine learning algorithm. It provides the judge with data on judicial practice in similar cases, and provides external users with the opportunity to assess objectively their chances before going to court. There is a prototype that is being tested in a pilot mode;

2) «Chatbot» – this project assumes an improvement of chatbots in courts for the instant resolution of issues arising from citizens that are

related to obtain judicial services;

3) «Torelik 2.0" – this project is aimed at a modernization and ensuring the smooth functioning of the information and analytical system of the judiciary «Torelik»;

4) «Digital judge» – this project assumes a robotization of the processes of considering cases, where judicial discretion is strictly limited by law. Clear decision-making algorithms on the basis of which the smart-assistant judge will prepare a draft judicial act in an automated mode will be prescribed.

208-16. Autres

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☒ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser :